



LUNDI 20 DÉCEMBRE 2021

EFFONDREMENT DE NOTRE CIVILISATION INDUSTRIELLE : avec les pénuries de tout qui nous frappent aujourd'hui, l'effondrement de la civilisation industrielle est maintenant parfaitement visible.

POLITIQUE (définition) : discours grotesques qui consiste à dire aux autres comment vivre ou se comporter.

- ▶ **Les néo-fascistes sont parmi nous** (Jim Rickards) p.2
- ▶ **La récession cachée de 2020** (Tim Watkins) p.5
- ▶ **Aurélien Barrau : « l'économie est facile à modifier » (1/2)** (Didier Mermin) p.10
- ▶ **Par Bill Rees : Les vertus de l'auto-illusion - ou peut-être pas !** (Un-Denial) p.12
- ▶ **Créer une forêt alimentaire gratuite** (Alice Friedemann) p.14
- ▶ **La face noire des énergies vertes** (Nicolas Casaux) p.16
- ▶ **La société industrielle ou l'irresponsabilité pour tous et toutes** (Nicolas Casaux) p.19
- ▶ **Arabie Saoudite: la transition énergétique pas sans le pétrole** (Laurent Horvath) p.20
- ▶ **Les décès de pilotes étasuniens ont augmenté de 1 750 % après leur vaccination obligatoire** p.22
- ▶ **Inefficacité vaccinale et fracture sociale** p.23
- ▶ **C'est maintenant ou jamais : La grande « Transition » doit être imposée** p.24
- ▶ **Israël annonce que les injections Covid ne finiront jamais** p.27
- ▶ **Démographie Responsable** (Biosphere) p.29

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Trop d'inflation. La FED réduit en urgence son soutien à l'économie** (Charles Sannat) p.34
- ▶ **La Chine est la 1ère économie mondiale largement devant les Etats-Unis** (Charles Sannat) p.38
- ▶ **Qu'est-ce qui vaut 20 fois le stock de la Banque de France ?** (Philippe Béchade) p.42
- ▶ **Les actions ont-elles une valeur fondamentale ?** (Bruno Bertez) p.43
- ▶ **Crise économique et crise financière : laquelle a causé l'autre ?** (Bruno Bertez) p.46
- ▶ **La vérité sur le marché boursier et ce que cela signifie pour vous** (David Stockman) p.47
- ▶ **L'inflation en liberté et une nouvelle entreprise** (Bill Bonner) p.49
- ▶ **Ce n'est pas une surprise que la Fed s'effondre** (Bill Bonner) p.52

👆RETOUR👆

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. **Au 7 novembre 2021, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont 8284 décès, 9 726 événements mettant la vie en danger, 9 580 invalidités permanentes, 363 anomalies congénitales ou malformations congénitales, 38 818 hospitalisations, 79 615 visites aux urgences et 121 100 consultations chez le médecin, attribués aux vaccins covids.** Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



.Les néo-fascistes sont parmi nous

Jim Rickards 14 décembre 2021

DAILY RECKONING



La variante Omicron du virus SRAS-CoV-2 à l'origine du COVID est désormais bien implantée aux États-Unis. Ce n'est pas une surprise.

Il y a un délai important entre le moment où une mutation infecte une personne et celui où la science identifie et isole la nouvelle souche. Dans ce laps de temps, les personnes infectées voyagent inévitablement ou entrent en contact avec d'autres personnes, de telle sorte que le virus mutant se propage dans le monde entier avant même que la science ne connaisse son existence.

Omicron est aujourd'hui présent dans 57 pays, mais ce chiffre passera bientôt à 90, puis à 120. Il est également très contagieux. Au Royaume-Uni et en Afrique du Sud, par exemple, les cas doublent tous les trois ou quatre jours.

L'essentiel est que le virus va où il veut. **Si vous pensez que le confinement est la solution, détrompez-vous. De nombreuses preuves démontrent que les mesures de confinement ne fonctionnent tout simplement pas.**

Pas de gain sans douleur

Les mesures de confinement ne permettent pas d'arrêter la propagation du virus, car elles maintiennent les gens à l'intérieur, où le virus peut se propager plus facilement. L'activité extérieure est essentielle pour l'air frais, la santé mentale et physique et l'exercice.

Les gens trouveront un moyen de se rassembler et d'interagir, même avec des règles de confinement. Cela signifie que les confinements imposent tous les coûts économiques avec peu de bénéfices supposés en termes de santé publique.

C'est ce qu'a reconnu en 2006 **D.A. Henderson**, le plus grand virologue et épidémiologiste du XXe siècle, qui a mené à bien l'effort d'éradication de la variole et a reçu la médaille présidentielle américaine de la liberté.

Il a affirmé que les confinements ne fonctionnent pas et en a expliqué les raisons en détail. Malheureusement, son travail primé a été ignoré par les politiciens désireux de donner l'impression de faire quelque chose.

79 % des enfants sont entièrement vaccinés

Ne croyez pas non plus que les vaccins soient la solution.

Au 11 décembre, il y avait au total 43 cas d'Omicron aux États-Unis (il y en a probablement beaucoup plus

aujourd'hui). Ce qui est intéressant, c'est que 79 % d'entre eux étaient entièrement vaccinés et que 14 avaient reçu des rappels.

Cinq des 14 qui ont reçu des rappels les avaient reçus au moins deux semaines auparavant et auraient dû avoir une immunité maximale. Ils ont quand même été infectés.

Que nous disent les chiffres ?

En première approximation, les personnes vaccinées sont plus susceptibles de contracter le COVID par le biais d'Omicron que les personnes non vaccinées, bien que la taille de l'échantillon soit faible. Mais ce que ces données montrent hors de tout doute, c'est que les vaccins ne préviennent pas les infections au COVID et qu'il ne s'agit pas d'une pandémie de personnes non vaccinées.

Les personnes vaccinées et non vaccinées sont tout aussi susceptibles d'être infectées et de propager le virus.

La bonne nouvelle

Mais voici la bonne nouvelle : Si la variante **Omicron** semble être plus contagieuse que les variantes précédentes, elle est également **moins mortelle**. Elle pourrait même marquer la fin de la pandémie, car les infections procurent une immunité sans coût élevé en termes d'hospitalisation et de décès. C'est ainsi que les pandémies se terminent.

Nous en sommes au stade où nous pouvons apprendre à vivre avec le COVID comme nous le faisons avec de nombreuses autres maladies endémiques telles que la grippe saisonnière. Il n'y a aucune raison d'avoir peur. Malheureusement, les autorités gouvernementales continuent d'insister sur le fait qu'elles peuvent contrôler la situation avec des ordres et des mandats.

Le COVID peut être mortel et impose des coûts, mais ce n'est pas la fin du monde. Le taux de survie pour tous les groupes est de 99,2 %, et pour les personnes de moins de 65 ans qui ne sont pas obèses ou ne présentent pas d'autres comorbidités, le taux de survie est de 99,8 %.

Parallèlement, de nombreuses études montrent qu'un traitement précoce avec des médicaments comme l'hydroxychloroquine et l'ivermectine (entre autres) réduit les risques d'hospitalisation et de décès. En d'autres termes, le COVID est tout à fait traitable, à moins que les personnes atteintes n'attendent d'avoir des difficultés à respirer pour se faire soigner, ce qui a été honteusement conseillé par le CDC.

Le syndrome de dérangement du COVID

Pourtant, dans leur obsession de forcer les vaccinations avec **les thérapies de modification génétique (ARNm) de Moderna et Pfizer**, le gouvernement et les médias grand public ont dénigré l'ivermectine en la qualifiant de "vermifuge pour chevaux" et de produit utilisé uniquement par les vétérinaires.

Ce type de mensonge et de propagande a coûté de nombreuses vies, peut-être des centaines de milliers.

La question est de savoir pourquoi. En plus de décourager les médicaments bon marché qui sauvent des vies, les bureaucrates et les politiciens persécutent les personnes non vaccinées, imposent des mandats de vaccination inutiles et ignorent **l'immunité naturelle** de près de 50 millions d'Américains qui se sont rétablis du COVID. Pourquoi ?

La récente pandémie semble avoir provoqué un syndrome de dérangement du COVID chez **les dirigeants gouvernementaux**.

Ils n'ont tiré aucune leçon de l'année écoulée. Ils réimposent des politiques inutiles ou contre-productives qui détruisent les économies, maltraitent les enfants avec des masques et des fermetures d'écoles et piétinent inutilement les droits individuels.

Dans des pays comme l'Autriche et l'Allemagne, ils imposent à nouveau des fermetures strictes.

Violation du code de Nuremberg

Ursula von der Leyen, chef de l'UE, suggère maintenant aux pays européens d'envisager des vaccinations obligatoires. C'est une politique universelle.

Si l'on fait abstraction du fait que les vaccins ne stoppent pas l'infection et n'empêchent pas la propagation du virus, **il s'agit d'une violation du code de Nuremberg adopté après la Seconde Guerre mondiale pour empêcher les expériences involontaires sur les humains du type de celles pratiquées par les nazis.**

Malgré les autorisations gouvernementales, **les vaccins sont toujours expérimentaux** car les études à long terme sur l'efficacité et les effets secondaires n'ont pas été achevées. Le fait que le chef de l'UE n'ait rien appris des horreurs de l'expérimentation nazie sur les humains est très inquiétant.

Au Royaume-Uni, un professeur de psychologie compare les non-vaccinés à des "terroristes". Il affirme que les "refus de vaccins purs et durs" doivent être "déradicalisés" comme des terroristes. Ils doivent être "punis" et, bien sûr, soumis à l'obligation de se faire vacciner.

Je suis sûr que de nombreux politiciens sont d'accord. Pourquoi tant de politiciens sont-ils susceptibles de souffrir du syndrome de dérangement de Covid ?

Néo-fascisme

Certains politiciens sont tout simplement stupides et font ce que leur disent des responsables de la santé publique corrompus. D'autres sont bien informés, mais considèrent qu'il est politiquement opportun de "faire quelque chose", même si ce quelque chose n'a aucun sens.

Mais le plus inquiétant, ce sont les politiciens qui nourrissent des pulsions néo-fascistes. Ils utilisent la pandémie pour susciter la peur et intimider la population afin qu'elle suive les ordres et fasse ce qu'on lui dit. Ils ne peuvent tout simplement pas tolérer que des citoyens indépendants prennent leurs propres décisions.

Je réalise que "fasciste" est un mot très fort avec des connotations puissantes. Il peut sembler paranoïaque ou hystérique, mais il ne l'est pas. Il décrit parfaitement un certain type de politicien. La pandémie a simplement arraché leurs masques, les exposant pour ce qu'ils sont vraiment.

Le problème avec l'impulsion néo-fasciste est qu'elle ne disparaît jamais. Cela signifie que la pandémie ne disparaîtra jamais au sens officiel du terme, car cela priverait ces néofascistes de leur couverture pour poursuivre leur programme politique de peur et de contrôle.

Encore une fois, ce n'est pas de la paranoïa. C'est une évaluation objective.

COVID et Climat : Un cheval de Troie à deux têtes

Ce néo-fascisme va au-delà du COVID. D'une certaine manière, la pandémie est un test pour des politiques climatiques draconiennes.

Les élites mondiales considèrent la pandémie de COVID et l'alarme climatique comme un cheval de Troie à deux

têtes qui peut être utilisé pour imposer une fiscalité mondiale et des réglementations lourdes à une population mondiale qui s'est soudainement habituée à suivre les ordres du gouvernement.

Si les populations peuvent résister avec succès aux mandats de vaccination et autres mesures strictes, les mondialistes craignent qu'elles se rebellent contre les politiques climatiques restrictives.

Leur véritable objectif est de définir un "problème mondial" afin de pouvoir proposer des "solutions mondiales" telles que la gouvernance mondiale, la taxation mondiale et la domination mondiale par les élites. Peu importe que la science qui sous-tend les mesures de confinement, les vaccins obligatoires ou l'alarmisme climatique hystérique soit extrêmement faible.

Il s'agit de contrôle.

Intimidation ou liberté

Je suis analyste macroéconomique, alors pourquoi j'écris sur la santé publique et les politiques climatiques ?

La réponse est qu'elles ont des conséquences concrètes sur l'économie. Les mauvais choix politiques ont déjà coûté des milliers de milliards de dollars, et ce chiffre va certainement augmenter à l'avenir si les néo-fascistes parviennent à leurs fins.

Avec une croissance faible, des dépenses publiques hors de contrôle et une dette qui augmente à un rythme alarmant, nous nous dirigeons probablement vers une crise économique tôt ou tard.

Tant que les citoyens ne se dresseront pas contre les petits dictateurs qui nous entourent, la pandémie ne sera jamais terminée et la vie ne reviendra jamais à la normale. Cela ne fera que préparer le terrain pour plus de tyrannie à l'avenir.

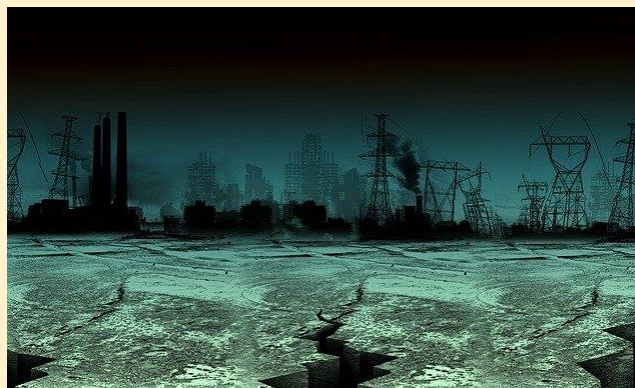
Le choix entre plus d'intimidation et plus de liberté, économique et autre, a rarement été aussi clair.

👉 **RETOUR** 👈

.La récession cachée de 2020

Tim Watkins 15 décembre 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Après 20 mois de blocages et de restrictions qui ont détruit l'économie, on se souvient de 2019 comme d'une période de calme et de prospérité. Les souvenirs, cependant, sont trompeurs. Et à l'époque où nous n'avions pas encore appris ce que signifiait le gain de fonction, les choses n'étaient pas aussi roses qu'elles le paraissent

aujourd'hui. Bien que la décennie 2009-2019 ait été officiellement l'une des plus longues périodes de croissance économique jamais enregistrées, le taux de croissance était anémique - les médias relatant tout trimestre affichant une croissance supérieure à 1,0 % comme s'il annonçait un retour aux années 1960. Et cette croissance était davantage due à un endettement supplémentaire qu'à des améliorations de la productivité. La réalité des années post-2008 a été celle de la fusion d'une économie 80:20 dans laquelle la majorité a vu sa prospérité s'évaporer, tandis qu'une classe salariée métropolitaine de plus en plus réduite a mené une défense d'arrière-garde de ses revenus et de son statut.

Le barrage politique s'est rompu en 2016, avec *"la revanche des endroits qui ne comptaient pas"*, c'est-à-dire le Brexit et l'élection de Donald Trump. Mais peu de membres de la classe salariée ont compris le déclin économique qui s'est répercuté sur l'arène politique ; ils ont préféré mettre tout cela sur le dos des robots russes. Néanmoins, que les élites et leurs chiens de salon salariés aient choisi de comprendre la situation économique ou non, le processus de déclin s'est poursuivi.

Au Royaume-Uni, Noël 2018 avait été le pire jamais enregistré... jusqu'à ce que Noël 2019 arrive. Et alors que Noël 2018 avait vu une forte baisse des dépenses discrétionnaires, Noël 2019 a produit les premiers indicateurs d'une baisse des dépenses essentielles. Nous pourrions choisir de considérer l'humble pudding de Noël comme quelque chose dont on peut se passer - bien que ceux qui ont vécu sous la dictature puritaine de Cromwell pourraient se permettre de ne pas être d'accord - mais une baisse des ventes - ainsi que celles de la dinde et des biscuits de saison - indique une nation qui limitait ses dépenses bien avant que le SRAS-CoV-2 n'entame l'étape européenne de sa tournée mondiale.

Les chiffres de l'Office for National Statistics du Royaume-Uni font état d'un taux de croissance de 0,0 % pour le quatrième trimestre de 2019, tandis que le premier trimestre de 2020 - avant l'arrivée du Covid - a enregistré une baisse de -2,7 %, le marasme de Noël s'étant répercuté sur l'économie en général :



Inutile de dire que ce début de récession pour la nouvelle décennie a été rapidement éclipsé par l'**effondrement auto-infligé** qui a suivi l'imposition du premier lockdown à la fin du mois de mars 2020. Le deuxième trimestre de 2020 - celui du lockdown - a vu un **effondrement massif de -19,6 %**, bien que cela ait été minimisé dans les médias après que le troisième trimestre ait produit un rebond impressionnant de 17,4 %... acheté au prix d'emprunts gouvernementaux massifs et de la création de monnaie par la banque centrale, dont nous ne découvrirons le véritable coût qu'au cours de la prochaine décennie.

Il est compréhensible que les banquiers, les politiciens et les médias de l'establishment aient tenu à promouvoir

les idées d'une "grande réinitialisation", d'une "nouvelle normalité" et d'une "reconstruction en mieux", assimilant la reprise promise après la pandémie au boom qui a suivi la reconstruction d'après-guerre en Europe occidentale, aux États-Unis et au Japon. Mais c'est ignorer à la fois les causes structurelles de la crise de 2008 et le déclin économique qui a prévalu au cours de la décennie suivante.

La version abrégée de ce phénomène peut être simplement décrite comme **un monde à court d'énergie**. La longue histoire de ce phénomène peut être divisée en **quatre phases**. **La première**, qui s'étend des années 1970 au milieu des années 1980, correspond à la fin de **la croissance exponentielle de l'excédent d'énergie** qui a soutenu le boom de l'après-guerre. En commençant par le pic de l'extraction pétrolière terrestre aux États-Unis (à l'exception de l'Alaska), qui a contribué à l'effondrement de l'accord monétaire de Bretton Woods et a ouvert la voie aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, nous avons vu les politiques économiques gouvernementales qui avaient auparavant généré une croissance de la production, de la productivité et de la prospérité produire leur contraire sous forme de stagnation et d'inflation. **La deuxième phase** - qui était une réponse aux crises précédentes - a commencé avec le **"Big Bang" de la déréglementation bancaire et financière**, qui a donné lieu au boom basé sur la dette des années 1990 et du début des années 2000. Cette économie "néolibérale" a été trouée sous la ligne de flottaison par le pic mondial de l'extraction de pétrole conventionnel en 2005. L'augmentation des prix qui en a résulté et la hausse mal conçue des taux d'intérêt ont déclenché la série de défauts de paiement qui ont menacé de faire s'effondrer le système en 2007-2008.

La troisième phase correspond à ce que Charles Hall a appelé **"le plateau ondulé"**. La combinaison d'un **pétrole** non conventionnel à faible EROI et d'une politique monétaire à haut risque a produit la croissance anémique du PIB de la décennie précédant la pandémie, dans laquelle une minorité décroissante a conservé sa prospérité antérieure tandis que la majorité s'est appauvrie. Ce déclin est pire que ne le suggèrent les chiffres officiels, car le prix des biens essentiels tels que le logement, la nourriture et les services publics a augmenté bien plus que le coût des biens de consommation courante. À l'instar de l'économie fondée sur l'endettement des années 1990, l'économie des années 2010, soutenue par l'assouplissement quantitatif, avait une durée de vie limitée jusqu'à ce que quelqu'un trouve une source d'énergie à haute densité pour remplacer le surplus d'énergie en déclin provenant des combustibles fossiles en général et du pétrole en particulier.

<Quatrième phase >: Sans être remarquée par la quasi-totalité des quelque huit milliards d'humains de la planète Terre, l'extraction mondiale de pétrole - conventionnel et non conventionnel - a atteint son pic en 2018. Dans la mesure où cela a été commenté dans les médias de l'establishment, cela a été présenté comme la preuve d'un pic de la demande de pétrole - l'affirmation mythique selon laquelle nos efforts dérisoires pour construire des voitures électriques ont en quelque sorte fait baisser la demande de pétrole, alors que c'était clairement l'offre de pétrole qui disparaissait. **La plupart des membres de notre classe politique se sont confortés dans l'idée utopique que nous étions au bord d'une quatrième révolution industrielle alimentée par le vent et l'hydrogène vert inexistant.**

L'arrivée de la pandémie a été fortuite dans la mesure où les diverses fermetures et restrictions, ainsi que la découverte qu'un grand nombre d'entre nous peut travailler à domicile, ont produit une baisse de la demande d'énergie qui a presque compensé la perte de l'offre. Mais le déclin énergétique est sans pitié. Et dans un monde qui dépend toujours du pétrole - et surtout du diesel - pour alimenter ses réseaux de transport et la quasi-totalité de ses machines lourdes dans les mines, l'industrie lourde et l'agriculture, **l'épuisement du pétrole finit par entraîner l'épuisement de tout.**

L'Europe - la première partie du monde à s'industrialiser - est dans une position particulièrement faible. Ayant déjà épuisé la plupart de ses réserves de minéraux et de combustibles fossiles, le pétrole et le gaz restants de la mer du Nord étaient la seule chose qui empêchait un effondrement économique à l'échelle européenne, le continent étant à court d'énergie. Mais les gisements de la mer du Nord sont trop limités. Le pétrole et le gaz de la Grande-Bretagne ont atteint leur pic en 1999 et ne produiront plus que 40 % de leur production de 1999 en 2020. Les exportations de la Norvège (dont la population ne représente que 8 % de celle du Royaume-Uni) masquaient le problème, tandis que la promesse d'ouvrir de minuscules gisements comme Cambo permettait de maintenir le statu quo.

Dans le sillage du pic de 2018, et exacerbé par la pandémie, les compagnies pétrolières ont réduit leurs investissements dans l'extraction du pétrole. Résultat : lorsque les économies du monde entier ont tenté de débloquer la situation, la demande a dépassé l'offre, faisant grimper les prix de gros au-delà de 80 dollars le baril. Au Royaume-Uni, cela s'est traduit par des prix du carburant induisant une récession et dépassant 1,45 £ par litre (7,30 \$ par gallon américain).

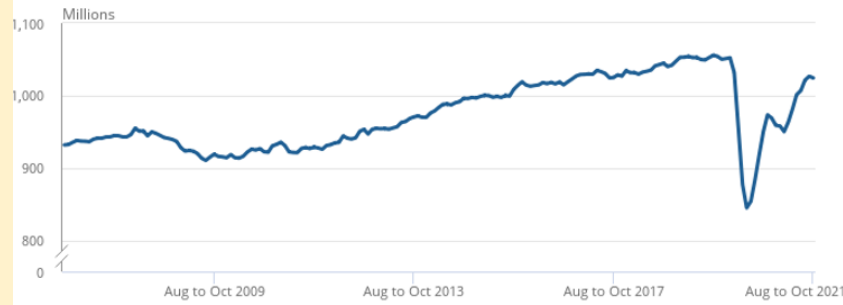
De manière inattendue, c'est le gaz, et non le pétrole, qui a créé le plus grand choc post-pandémique en Europe. Comme pour le pétrole, la raison en est simple : **il n'y en a plus assez pour tout le monde**. Mais il ne s'agit pas seulement d'épuisement. Les politiques énergétiques dites "vertes" adoptées dans l'ensemble de l'UE - et en particulier au Royaume-Uni - au plus fort du boom fondé sur l'endettement du début des années 2000, ont créé une dépendance excessive à l'égard des formes intermittentes de production d'électricité. On espérait que quelqu'un trouverait un moyen viable - peu coûteux mais à haute densité - de stocker l'énergie excédentaire pour l'utiliser pendant les périodes où la demande dépasse l'offre. Aucune technologie de stockage de ce type n'a été inventée. Nous avons donc fini par nous tourner vers le gaz comme combustible de secours, tout en affirmant qu'il s'agissait d'un combustible "transitoire". C'était extrêmement stupide dans une partie du monde qui gèle en hiver et qui dépend du gaz pour la plupart de ses besoins en chauffage et en cuisine. Néanmoins, à l'automne 2021, la dépendance européenne à l'égard d'un combustible fossile en voie d'épuisement, difficile et coûteux à importer sous forme comprimée depuis des régions encore excédentaires, a suffi à faire grimper les prix de gros de plus de 400 % ! Hier, le 14 décembre 2021, le prix de gros du gaz au Royaume-Uni s'élevait à 3,27 £ par mètres cubes, contre 0,50 £ il y a un an.

Cette hausse a déjà entraîné la faillite de 28 entreprises de fourniture d'énergie au Royaume-Uni, même si les ménages britanniques n'en ressentiront pleinement les effets *qu'à partir d'avril 2022*, lorsque le plafond actuel des prix sera levé. On s'attend à ce que cela ajoute plus de 400 £ à la facture moyenne l'année prochaine. Néanmoins, avec des millions de ménages déjà confrontés à un choix difficile entre la nourriture et le chauffage, **une réduction massive des dépenses discrétionnaires est désormais inévitable**, en particulier lorsqu'elle est combinée à l'augmentation du prix du carburant et de la nourriture.

Malheureusement, les événements économiques anormaux de 2020 contribuent à masquer la situation de plus en plus difficile à laquelle nous sommes confrontés. La plupart de nos données statistiques étant exprimées en glissement annuel, les chiffres clés actuels d'indicateurs clés, tels que le PIB et l'emploi, semblent beaucoup trop positifs. La croissance du PIB depuis décembre 2020 est à deux chiffres, mais par rapport à février 2019, elle est encore négative. C'est la même histoire avec l'emploi, le chômage et le sous-emploi. Le deuxième trimestre 2020 a vu une vague massive de licenciements, suivie d'un rebond au troisième trimestre, d'un autre effondrement au premier trimestre 2021, d'un autre rebond et d'un autre effondrement. Le nombre total d'heures travaillées est peut-être le chiffre le plus important puisque le chiffre principal de l'emploi inclut toute personne recevant un salaire, qu'elle soit à temps plein, à temps partiel ou indépendante. Il est important de noter que dans une économie saine, on s'attend à ce que le nombre d'heures travaillées augmente :

Figure 5: Total actual weekly hours worked increased on the quarter, reflecting the relaxation of coronavirus (COVID-19) restrictions

UK total actual weekly hours worked (people aged 16 years and over), seasonally adjusted, between August to October 2006 and August to October 2021



Ce n'est pas une coïncidence si nous constatons la même baisse - bien que légère - au troisième trimestre de 2021, qui était censé être la rampe de lancement de l'économie du futur, hautement qualifiée et hautement rémunérée, du chancelier Sunak. Et si les mots de Sunak n'étaient que de la rhétorique, cela n'aurait peut-être pas trop d'importance. Mais Sunak a parié sur des taux de croissance qui n'ont plus été vus depuis le début des années 1960. Et toute hésitation à ce stade sera synonyme **de graves problèmes au cours de la nouvelle année, lorsque nous serons confrontés à une série d'augmentations d'impôts, de réductions des dépenses publiques et éventuellement de hausses des taux d'intérêt, en plus de l'augmentation du coût des produits de première nécessité qui commence déjà à se faire sentir.**

Bien qu'il soit impossible de prouver un contrefactuel, il n'est pas impossible que le léger ralentissement du PIB et de l'emploi soit en fait la "nouvelle normalité" que nous aurions atteinte s'il n'y avait pas eu de pandémie. En d'autres termes, après la récession des premier et deuxième trimestres de notre scénario alternatif 2020, l'économie aurait pu rebondir sur un plateau cahoteux pendant quelques années supplémentaires, à un rythme légèrement inférieur à celui atteint en 2018. En l'état actuel des choses, la réponse à la pandémie a accéléré une série de tendances économiques négatives qui commencent seulement à se manifester dans le grand public. **Néanmoins, en termes économiques au moins, il est probable qu'aujourd'hui soit le meilleur jour du reste de notre vie.**

👉 **RETOUR** 👈

Aurélien Barrau : « l'économie est facile à modifier » (1/2)

Didier Mermin 17 décembre 2021



Le philosophe et astrophysicien a raison d'affirmer que l'économie est facile à modifier <à détruire>, mais...

1) De la réalité des conventions en économie

Sous un commentaire d'internaute affirmant que : « *l'économie est facile à modifier parce qu'elle n'est faite que de conventions* », votre serviteur lâcherait une bordée d'émoticônes rigolards, et ne se donnerait même pas la peine de s'expliquer tant il est évident que c'est « *du grand n'importe quoi !* » Mais si cet internaute s'appelle Aurélien Barrau ? Alors là c'est différent, il pose son crayon, prend sa tête entre les mains et commence à réfléchir. Nous l'avons vu lancer cette idée à deux reprises, d'abord dans sa [conférence à Polytechnique](#), puis dans un [débat avec Étienne Klein](#) où il a dit :

[57'] « *Quand je discute avec des économistes, ils me disent qu'il y a des réalités économiques, c'est faux ! Il y a des conventions économiques, c'est pas des réalités. Si vous avez une dette envers quelqu'un, vous dites : « allez, j'oublie ta dette », c'est fini ! C'est performatif : par un acte de langage, en trois mots vous avez résolu le problème de la dette, elle n'existe plus. L'économie, rien n'est plus facile à modifier.* »

Aurélien Barrau ayant un doctorat en philosophie obtenu « *avec la mention très honorable et les félicitations du jury* », on ne peut le soupçonner de soutenir une idée à la légère, même s'il avoue être nul en économie. Il faut tout d'abord écouter sa longue réponse à Étienne Klein à partir de la minute 38 : il explique ce qu'est en sciences la « *vérité pratique* », celle qui permet de faire des prédictions qui se vérifient ou non dans les faits, puis aborde, à la minute 40, le problème de la « *vérité ontologique* » qui répond à la question générale de savoir ce qu'est le réel.

[40'35] « [lors d'un changement de paradigme] on fonctionne par **réécriture totale du réel**. Einstein ne dit pas qu'il faut modifier un peu la force de Newton, il dit que **la force de Newton n'existe pas**. »

Mais la théorie de Newton,¹ depuis longtemps incontournable à l'échelle humaine, existe pour toujours, de sorte que l'on ne sait pas trop comment trancher la question de l'existence de sa force. Cette question éminemment sérieuse, aux antipodes des discussions de bistro, se pose donc de façon analogue pour les conventions en économie : sont-elles « *réelles* » comme Newton le dit de sa force de gravitation, ou « *irrélles* » comme le dit Einstein de cette même force ?

Il est facile d'admettre qu'en économie tout repose effectivement sur des **conventions entre parties**, des conventions faites de titres en tous genres, et de droits reconnus aux institutions, individus et personnes morales, le tout n'ayant pour existence concrète que des « *actes de parole* » à valeur juridique. C'est ainsi que le premier venu peut créer *ex nihilo* une entreprise, (partie A), en déposant des tonnes de papperasse auprès de l'institution compétente, (partie B), laquelle n'est « *compétente* » qu'en vertu d'autres conventions passées avec d'autres institutions. Il est facile d'admettre aussi qu'elles sont **réelles** simplement parce qu'elles provoquent, par le truchement des parties, des conséquences tangibles. Quand un débiteur ne paie pas ses traites, l'on ne voit jamais son créancier lui déclarer de bon cœur : « *allez, j'oublie ta dette !* », il traîne le fautif devant un tribunal. Et quand les statuts d'une entreprise sont déposés, ils produisent leur effet performatif : ils créent *ex nihilo* quelque chose qui n'existait pas.

Mais rien de tout cela ne répond à la question ontologique, ces explications restent à la surface des faits, comme ceux qui relèvent de la « *vérité pratique* » des sciences. Si l'on peut dire qu'une entreprise « *existe* » parce que quelqu'un a déposé ses statuts, c'est simplement parce que **tout le monde admet, par convention, que cela suffit à la faire « exister »**. Mais personne ne se pose la question de savoir si elle « *existe* » vraiment ou non, ni ce que signifie dans ce cas le verbe « *exister* ». Certes, des juristes peuvent attester de l'existence de ce genre de choses, mais, devant se limiter et se conformer aux textes de lois, (comme on refait des calculs pour y chercher

une erreur), leurs verdicts ne peuvent qu'entériner les « *actes de parole* » en cause, sans répondre à la question ontologique.

Plus de 80 ans après sa création, la [SNCF](#) « *existe* » en vertu d'un [décret-loi](#) de 1937, mais ni cette déclaration ni ce que l'on peut voir dans la réalité, (des gares, des voies, des trains, des employés et des voyageurs,...), **ne sont** « *la SNCF* ». Son président en exercice, monsieur Jean-Pierre Farandou, la représente assurément, mais lui non plus **n'est pas** « *la SNCF* ». Pour tout dire, « *la SNCF* » est aussi invisible et insaisissable que l'administration du *Château* : vous pouvez voyager mille ans dans ses trains sans jamais la rencontrer. Comme dans le roman, son « *existence* » n'est attestée que par ouïe-dire : tout le monde assure qu'elle « *existe* », mais personne n'est en mesure d'en apporter une preuve. Le décret-loi de 1937 ?² On devrait le retrouver dans les archives, certes, mais c'est encore une convention de croire qu'il a pu créer quelque chose : la valeur performative du langage n'étant pas une loi de la nature, **il faut croire en la magie du verbe pour imaginer qu'une réalité quelconque puisse surgir de quelques mots jetés sur le papier**. Les mots n'ont pas d'effets par eux-mêmes, ils sont **inertes**, et ne prennent leur sens, valeur et importance, qu'aux yeux de qui veut bien leur en donner.³ Un observateur objectif, – détaché des conventions sociales –, est donc en droit d'affirmer que **le décret de 1937 n'a rien créé**, et que « *la SNCF* » d'hier n'existe pas plus que celle d'aujourd'hui : ce n'est qu'une **fiction**. Que ses quatre lettres se retrouvent au fronton des gares, sur des uniformes d'employés, des panneaux de signalisation, des cartes, dans des contrats, textes, livres et archives, prouve seulement que tout le monde croit à son « *existence* ». Mais croire et répéter une fiction n'a jamais produit de réalité : la bible est le livre le plus reproduit au monde, mais cela n'a pas rendu plus réel le dieu dont elle parle.

Dans le fond, Aurélien Barrau affirme que toute l'économie repose sur des conventions, et que celles-ci, ne reposant sur rien sinon d'autres conventions, **c'est l'ensemble de l'édifice qui ne repose sur rien**, et n'a donc pas de réalité, c'est du vent. Chacun peut ressentir ce vent dans le visage et ainsi le croire « *réel* », (autant que la force newtonienne quand un objet massif vous écrase le pied), mais il n'est dû qu'à la vitesse du véhicule économique dans lequel nous sommes embarqués, la masse d'air environnante, elle, reste immobile. Tout est fictif, donc, c'est bien pourquoi il est très difficile de donner tort à Aurélien Barrau, d'autant plus que l'économie et la finance se sont depuis longtemps détachées et éloignées de la nature, source originelle de toute réalité. Quelques indices parmi d'autres peuvent en témoigner :

- Les sociétés « *écrans* » créées dans les paradis fiscaux, et juridiquement dotées de la même « *réalité* » que la SNCF. Cette « *réalité* » n'existe que par reconnaissance de quelques acteurs spécialisés que l'on peut qualifier de **complices**, car ces sociétés n'ont aucune légitimité aux yeux du public.
- Le [quantitative easing](#) qui permet aux banques centrales de faire pleuvoir de la monnaie comme la manne biblique, alors que les pauvres doivent suer sang et eau pour obtenir des salaires dérisoires.
- Des prix choisis de façon arbitraire,⁴ non pour représenter une « *valeur réelle* » en réalité introuvable, mais pour damer le pion à la concurrence, ou simplement permettre à certaines personnes de s'enrichir.
- L'existence de crises financières qui voient les titres s'effondrer parce que plus personne n'en veut : c'est la preuve évidente qu'ils sont dépourvus de toute valeur intrinsèque : ce ne sont que des chiffons de papier.

L'on pourrait montrer que l'ensemble de l'économie, (et plus précisément le discours qu'elle produit, à commencer par les prix), est fictionnel, mais cela n'empêche pas « *l'économie concrète* » de fonctionner. Par exemple, « *la SNCF* » n'existant pas, elle ne peut embaucher personne, mais elle permet que beaucoup de choses soient faites **en son nom**, comme jadis les croisades au nom du Très-Haut.

Paris, le 17 décembre 2021

Seconde partie : l'économie est-elle si facile à modifier ?

¹ Notons en passant que les théories fondamentales devraient exister peu ou prou de la même façon dans des civilisations extra-terrestres puisqu'elles sont universelles. Cela justifie symboliquement les mythes affirmant que des humains auraient

reçu des connaissances d'extra-terrestres en goguette sur notre belle planète.

2 Note annulée.

3 A propos de la valeur des mots : au quidam dans la foule venu lui lancer un « *connard !* » retentissant, Jacques Chirac aurait répondu : « *Enchanté ! Moi c'est Chirac !* ». Cette répartie néantise l'insulte pour son destinataire, et la retourne à son expéditeur comme une grenade dégoupillée. C'est analogue à une dette que l'on annule, (la grenade en moins et l'argent en plus).

4 Les prix de produits fabriqués dans des pays étrangers, choisis pour leur faible coût de main-d'œuvre, sont « *arbitraires* » par rapport à ce qu'ils seraient s'ils étaient fabriqués localement.

Illustration : www.wallpaperup.com : réalités de la science + fictions de l'économie => science fiction.

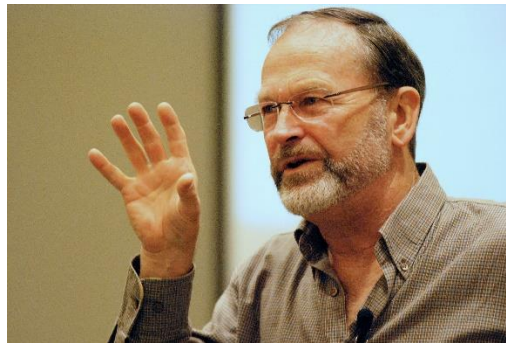
Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](https://www.facebook.com/Onfonedanslemur)

Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

👉 RETOUR 👈

.Par Bill Rees : Les vertus de l'auto-illusion - ou peut-être pas !

Unmasking-Denial 15 décembre 2021



Le Dr Bill Rees, professeur émérite de l'Université de la Colombie-Britannique, a fait une présentation sur le problème de notre **dépassement** au début du mois lors d'une réunion zoom de l'**Association canadienne du Club de Rome (ACCOR)**.

Je suis un admirateur de longue date du Dr Rees et je le considère comme l'une des personnes les plus conscientes et les mieux informées de la planète.

Il couvre toutes les questions importantes, y compris des sujets comme la surpopulation que la plupart de ses pairs évitent.

Des présentations comme celle-ci ne changeront probablement pas notre trajectoire, mais je trouve néanmoins un certain réconfort à savoir qu'il y a quelques autres personnes qui réfléchissent aux mêmes questions. Ce peut être un espace très solitaire.

Les questions-réponses sont également très bonnes. J'ai trouvé intéressant d'entendre les efforts déployés par le Dr Rees pour sensibiliser nos dirigeants à ce que nous devrions faire pour réduire les souffrances futures. Il a été franc en disant que personne à ce jour, y compris le parti vert, n'est ouvert à son message. Ce n'est pas surprenant, mais c'est triste. Il est également encourageant de voir qu'une personne de sa stature essaie au moins de le faire.

Résumé

Les organisations de lutte contre le changement climatique et d'autres organisations environnementales exhortent les gouvernements à agir de manière décisive/rapide pour décarboniser l'économie et mettre un terme au développement des réserves de combustibles fossiles. Ces demandes trahissent sans doute :

- l'ignorance du rôle de l'énergie dans l'économie moderne ;
- une confiance injustifiée dans la capacité de la société à passer à une énergie renouvelable 100% verte ;
- une absence d'appréciation des conséquences écologiques d'une telle tentative et ;
- une faible compréhension des implications sociales.

Sans remettre en question la nécessité d'abandonner les combustibles fossiles, je soutiendrai que le rêve d'une transition énergétique en douceur n'est guère plus qu'une illusion commune réconfortante. En outre, même si elle était possible, elle ne résoudrait pas le problème du changement climatique et exacerberait la véritable menace existentielle à laquelle la société est confrontée, à savoir le dépassement.

J'explore ensuite certaines des conséquences et implications de l'abandon (nécessaire) des combustibles fossiles en l'absence de substituts adéquats, et la manière dont les gouvernements et la société MTI devraient répondre à ces réalités biophysiques tacites.

Biographie

William Rees est écologiste des populations, économiste écologique, professeur émérite et ancien directeur de l'École de planification communautaire et régionale de l'Université de la Colombie-Britannique.

*Ses recherches universitaires portent sur les conditions biophysiques préalables à la durabilité. Ces travaux l'ont amené à co-développer (avec ses étudiants diplômés) l'analyse de l'empreinte écologique, un outil quantitatif qui montre définitivement que **l'entreprise humaine est en situation de dépassement dysfonctionnel**. (Il nous faudrait cinq planètes semblables à la Terre pour faire vivre durablement la seule population mondiale actuelle avec les technologies existantes et les normes matérielles nord-américaines).*

Frustré par l'absence de réaction des politiques face à la détérioration des indicateurs, le Dr Rees étudie également les obstacles biologiques et psycho-cognitifs qui empêchent l'adoption de comportements et de politiques rationnels sur le plan environnemental. Il est l'auteur de centaines d'articles de vulgarisation et de révision par les pairs sur ces sujets. Le Dr Rees est membre de la Société royale du Canada et du Post-Carbon Institute, membre fondateur et ancien président de la Société canadienne d'économie écologique, directeur fondateur de OneEarth Initiative et directeur de The Real Green New Deal. Il a été membre à part entière du Club de Rome de 2013 à 2018. Parmi les prix internationaux qu'il a reçus, citons le Boulding Memorial Award in Ecological Economics, le Herman Daly Award in Ecological Economics et un Blue Planet Prize (conjointement avec son ancien étudiant, le Dr Mathis Wackernagel).



<https://www.youtube.com/watch?v=4CVe8-eKSK8>

J'ai laissé le commentaire suivant sur YouTube :

Je suis un compatriote de la Colombie-Britannique et un admirateur de longue date du Dr Rees. Je vous remercie pour cette excellente présentation.

Je suis d'accord avec la prescription du Dr Rees sur ce qu'il faut faire, mais je pense qu'il y a une étape qui doit précéder sa première étape de reconnaissance de notre situation de dépassement.

Compte tenu de l'ampleur et des nombreuses dimensions de notre situation, une question évidente se pose : pourquoi si peu de gens la voient-ils ?

J'ai trouvé une théorie du Dr Ajit Varki qui fournit une explication plausible et répond à d'autres questions importantes sur notre espèce unique.

La théorie de la transition entre l'esprit et la réalité (MORT) postule que l'espèce humaine, avec son intelligence unique et puissante, existe parce qu'elle a évolué pour nier les réalités désagréables.

*Si cela est vrai, cela implique que la première étape de tout changement positif et significatif doit être de reconnaître **notre tendance à nier les réalités désagréables.***

Varki explique sa théorie ici :

https://link.springer.com/chapter/10.1007%2F978-3-030-25466-7_6

Un bon résumé vidéo de Varki est disponible ici :

<https://www.youtube.com/watch?v=dqgYqW2Kgkg>

Mes interprétations de la théorie sont ici :

<https://un-denial.com/denial-2/theory-short/>

<https://un-denial.com/2015/11/12/undenial-manifesto-energy-and-denial/>

👉 **RETOUR** 👉

.Créer une forêt alimentaire gratuite

Alice Friedemann Posté le 17 décembre 2021 par energyskeptic



Préface. Atlanta a planté 7 acres de terrain avec des plantes comestibles et médicinales. Pourquoi votre ville ne peut-elle pas faire de même ? Plus de 70 autres villes l'ont fait. Toutes les villes ont des plans d'urgence. Et après une catastrophe naturelle ou une pénurie de pétrole, lorsque les étagères des épiceries se vident, un jardin alimentaire peut être d'un grand secours. Ma ville natale d'Oakland est en train d'installer des forêts alimentaires dans les écoles d'Oakland (OUSD 2021) et possède 16 jardins communautaires et urbains comestibles. Même le Service des forêts des États-Unis en fait la promotion (USFS 2018).

Les jardins communautaires créent un sentiment d'appartenance à la communauté, rendent les résidents plus sains et constituent un lieu paisible pour échapper aux conflits urbains.

Comment en créer un : Construire une forêt alimentaire, Planter la justice.

Les forêts alimentaires dans l'actualité

Bukowski C, Munsell J (2018) L'essor des forêts alimentaires communautaires. Sustainable America.

OUSD (2021) Ressources forestières comestibles. District scolaire unifié d'Oakland.

USFS (2018) Forêts alimentaires communautaires. Service des forêts des États-Unis.

Yee A (2013) Les forêts alimentaires prennent racine. Sustainable America.

* * *

[Ryan C \(2021\) Atlanta crée la plus grande forêt alimentaire gratuite du pays dans l'espoir de lutter contre l'insécurité alimentaire. CNN.](#)

Lorsqu'une ferme de pacanes en sommeil dans les quartiers du sud d'Atlanta a fermé, le terrain a rapidement été rezone et destiné à devenir des maisons de ville. Mais lorsque les maisons de ville ne se sont jamais concrétisées et que le terrain est resté en forclusion, le Conservation Fund l'a acheté en 2016 pour développer un projet inattendu : la plus grande forêt alimentaire libre de la nation.

Grâce à une subvention de l'US Forest Service et à un partenariat entre la ville d'Atlanta, le Conservation Fund et Trees Atlanta, vous trouverez 7,1 acres de terrain mûr avec 2 500 plantes comestibles et médicinales sans pesticides à seulement 10 minutes de l'aéroport d'Atlanta, l'aéroport le plus fréquenté du monde avant que la pandémie ne frappe.

La forêt se trouve dans le quartier de Browns Mill, dans le sud-est d'Atlanta, où l'épicerie la plus proche se trouve à 30 minutes de bus.

"L'accès aux espaces verts et aux aliments sains est très important. La forêt s'inscrit dans le cadre de la mission plus large de la ville d'Atlanta, qui vise à amener des aliments sains à moins d'un demi-mile de 85 % des 500 000 habitants d'Atlanta d'ici 2022, même si, jusqu'en 2014, il était illégal de cultiver des aliments sur des terrains résidentiels dans la ville.

Des ressources telles que la forêt alimentaire sont à la fois rares et nécessaires à Atlanta, car un Géorgien sur six est confronté à l'insécurité alimentaire, un habitant de Browns Mill sur trois vit sous le seuil de pauvreté et un habitant d'Atlanta sur quatre vit dans des déserts alimentaires si graves que certains trouvent plus juste d'appeler le problème "redlining des supermarchés".

"Nous accueillons beaucoup d'étudiants pour des excursions, et pour beaucoup d'entre eux, c'est leur première fois dans un jardin, une ferme ou une forêt", a déclaré McCord. "Ils ont donc l'occasion de faire l'expérience de l'agriculture et de la foresterie urbaines en une seule journée. C'est vraiment spécial."

La forêt appartient désormais au service des parcs et plus de 1 000 bénévoles et voisins aident à planter, arroser et entretenir la forêt. En une seule journée, il peut y avoir plus de 50 bénévoles qui travaillent sur la forêt.

Le fait que le travail d'entretien de la forêt soit effectué par des bénévoles témoigne de la capacité de la forêt à créer une communauté, a déclaré Carla Smith, une conseillère municipale d'Atlanta qui a aidé à lancer le projet.

"C'est vraiment un parc pour tout le monde, a déclaré Smith. "Chaque fois que j'y vais, il y a une communauté qui respecte et apprécie les aliments frais et sains. Il y a une mentalité selon laquelle les gens savent qu'ils ne doivent prendre que ce dont ils ont besoin."



.La face noire des énergies vertes

par Nicolas Casaux 16 décembre 2021



De grands mensonges verts exposés à la télé. Encore. Après le reportage de Guillaume Pitron, [*La face cachée des énergies vertes*](#) (2020), coproduit par Arte, voilà qu'M6 nous propose *La face noire des énergies vertes* — gros effort de créativité. Un reportage qui a ses défauts (nombreux), bien entendu, mais néanmoins le mérite de mettre en lumière quelques vérités dans un vaste océan de bêtises et de mensonges médiatiques : non, **les énergies dites « vertes » ou « propres » ne sont ni l'un ni l'autre**. La fabrication des panneaux solaires photovoltaïques et des éoliennes, par exemple, implique de lourdes dégradations environnementales. Même chose pour l'installation de ces équipements de production d'énergie (déforestation pour implanter une centrale solaire, etc.). Oui, ces nouvelles technologies sont un business florissant, un secteur en plein essor du capitalisme industriel.

Au passage : le documentaire nous montre une mine de silice, en Chine, dans laquelle des femmes sont exploitées. Avec la silice, on obtient le silicium, ingrédient majeur des panneaux solaires photovoltaïques. Or, on ne compte plus le nombre de gros malins fiers de leur savoir qui soutiennent que les panneaux solaires, c'est un super truc à fabriquer vu que du silicium, il y en a plein partout. On remplirait des encyclopédies avec tout ce qu'une telle affirmation occulte, qui la rend totalement absurde, et même indécente, irresponsable. D'abord que **le silicium**

n'existe pas à l'état naturel, qu'il faut l'extraire du quartz ou de la silice. Qu'il faut l'extraire dans des mines (et que les mines ce n'est pas vraiment le truc le plus écolo). Et des gens pour travailler dans ces mines. Et un système social en mesure de contraindre ces gens de travailler dans ces mines. Il faut aussi un tas d'autres minerais, d'autres matières premières. Qu'il faut traiter (le traitement de la silice pour faire du silicium, par exemple est très énergivore), transporter, re-traiter, etc. Il faut aussi extraire les matériaux pour construire tout le câblage, et au préalable les matériaux pour construire les machines pour extraire les matériaux pour construire les panneaux solaires et le câblage. Etc. La liste est longue des implications matérielles et sociales de la fabrication de panneaux solaires photovoltaïques ou d'éoliennes. Tout ça pour produire de l'énergie pour alimenter d'autres appareils, d'autres machines, qu'il faut également produire, etc., belote, rebelote, quinte flush royale. Si vous aimez les panneaux solaires photovoltaïques, si vous pensez qu'il est super génial de recourir à ces appareils parce que du silicium il y en a plein partout, n'hésitez pas : filez les aider dans les mines de silice ou de quartz ! Vous pourrez ainsi vous targuer de posséder un « emploi vert » — soit la consécration de l'idéal civilisé/capitaliste/progressiste.

Mais revenons-en au documentaire. Ses lacunes sont les lacunes habituelles des reportages produits par et pour la télé. On n'y discute pas une seconde de la moralité et de la nature du capitalisme, de la soutenabilité des dynamiques qui le constituent. On ne dit rien de l'État non plus, bien entendu. On ne dit rien des autres industries qui composent la civilisation industrielle — autres que celles qui visent à produire de l'énergie. Pourtant, toutes sont plus écologiquement nuisibles les unes que les autres (les champs agro-industriels, sous les éoliennes, sont un fameux désastre) ! On fait même l'apologie d'industries hautement nuisibles — le nucléaire et les barrages — , au motif qu'elles produiraient de l'énergie « décarbonée » (faux dans les deux cas, [notamment en ce qui concerne les barrages](#)^[1], qui émettent beaucoup de GES ; si le nucléaire en émet peu, il en émet quand même ; et nonobstant les émissions de gaz à effet de serre, les industries des barrages et du nucléaire impliquent nombre de destructions et **dégradations écologiques** majeures). Et outre que ces industries sont, comme les autres, des produits des systèmes de domination que sont l'État et le capitalisme, on occulte tranquillement que ces industries, comme les autres, ne servent qu'à **produire de l'énergie pour alimenter des appareils, des machines, qu'il a fallu construire, qui sont autant de futurs déchets**, etc. On occulte, autrement dit, le plus important.

« Technologie verte » est un oxymore. Dans la civilisation industrielle, rien n'est vert, rien n'est propre. Rien n'est renouvelable — sauf le mensonge, le profit, l'exploitation, la domination, la destruction, mais dans une certaine mesure seulement : **on ne peut avoir une destruction infinie sur une planète finie** (d'où la volonté de métastaser sur Mars).

<Ici, Nicolas Casaux fait de la politique (il veut dire aux autres comment vivre ou se comporter), laquelle ne vaut rien (comme d'habitude). Il n'explique pas du tout « comment » parvenir à une décroissance mondiale (volontaire ?) qui ne produirait pas de pollutions pire que celle que nous avons déjà, sachant que lorsque la pauvreté augmente les pollutions aussi et, surtout, sans produire des milliards de morts.>

~~Pour parvenir à des sociétés soutenables, une seule voie : la décroissance (mais radicale, certains emploient désormais ce terme en association avec l'idée d'une civilisation techno-industrielle verte, reposant sur un étrange mélange de hautes et de basses technologies, sur des fantasmes de réformes du capitalisme et de l'État : une chimère, légèrement moins absurde que les autres, mais encore bien trop), la détechnologisation du monde, la désindustrialisation, la désurbanisation, la décivilisation.~~

Pour voir ou télécharger ce reportage d'M6 : <https://drive.google.com/file/d/1Jf-BkP2GQ6mXvzvLQqe0G6uoJQnxTMk5/view?usp=sharing>



.La société industrielle ou l'irresponsabilité pour tous et toutes



Très régulièrement, et le plus naturellement du monde, beaucoup de gens se prononcent en faveur de tel ou tel activité ou projet industriel, de tel ou tel développement technologique, de telle ou telle mesure politique, etc. — activité, projet, développement ou mesure impliquant pourtant l'exploitation d'autres êtres humains, principalement au travers du fonctionnement normal du système technopolitique contemporain.

Exemple au hasard. Lorsque Cyril Dion, Mélanie Laurent ou Greta Thunberg, par exemple, se prononcent en faveur du développement des technologies de production d'énergie dite renouvelable, ou lorsque Jean-Marc Jancovici (ou votre beau-frère) se prononce en faveur du nucléaire, ils se prononcent en faveur de l'exploitation d'un nombre très élevé et sans doute même difficilement déterminable d'individus : ceux auxquels il revient d'extraire divers minerais dans diverses exploitations minières éparpillées à travers la planète (l'uranium, principalement, pour le nucléaire, mais pas que, chaque centrale nucléaire est composée d'un grand nombre d'appareils, de dispositifs électroniques qu'il faut bien construire, etc.), ~~ceux qui se chargent du transport de ces minerais, ceux qui les traitent, ceux qui fabriquent des pièces de machine, ceux qui assemblent les machines, ceux qui fabriquent le béton pour construire la centrale nucléaire, ceux qui fabriquent la centrale, ceux qui extraient les matériaux nécessaires à la fabrication de câbles, ceux qui les acheminent, ceux qui fabriquent ces câbles, ceux qui les posent, etc., etc.~~ Liste non-exhaustive (très incomplète).

Le fait est que dès lors qu'on se prononce en faveur d'un développement quelconque, officiellement ordonné ou autorisé par des dirigeants gouvernementaux, étatiques, on se prononce en faveur des rapports sociaux qui fondent — et qu'impose — le système sociopolitique (l'État et l'organisation internationale des États) dans lequel ce développement prend place. On se prononce en faveur du système social, économique, technologique et politique existant. Rien que de très logique.

Pour le dire encore autrement, dès lors qu'on se prononce en faveur d'un développement quelconque, officiellement ordonné ou autorisé par des dirigeants gouvernementaux, étatiques (ou entrepreneuriaux), on endosse un rôle de bourreau par procuration, parce qu'on avalise, de fait, le fonctionnement (les dispositions) dudit système social. D'innombrables manières, dans un système socioéconomique basé sur ~~l'exploitation de tous par tous~~, dont l'étendue et la complexité dépassent largement notre entendement (qui sait ce qui se cache derrière chacune des marchandises, chacun des objets qu'il utilise au quotidien ? personne !), nous sommes tous, nous ne pouvons être que des irresponsables en puissance qui, bon gré mal gré, cautionnent de nombreuses choses dont ils ignorent jusqu'à l'existence. Une irresponsabilité totale et partagée totalement. Tout le monde encourage l'exploitation de tout, et de tout le monde. Le progrès, quelle merveille. (Cela dit, bien entendu, nous ne sommes pas tous également irresponsables : celles et ceux d'entre nous qui ne possèdent aucun pouvoir décisionnaire, qui ne font que subir ce monde qu'ils ne désirent aucunement, et tâchent même de lutter contre, ont moins d'irresponsabilité à leur actif que les élus, décideurs et responsables politiques, etc., qui l'ordonnent et l'imposent).

Facile de se prononcer pour le développement du solaire photovoltaïque quand ce n'est pas nous qui nous retrouvons à trimer dans telle ou telle exploitation minière, à extraire le quartz, à le traiter pour en faire du silicium, etc. Facile de se prononcer en faveur du nucléaire quand on n'a pas à extraire l'uranium, construire les centrales, les centres de stockage des déchets, subir l'irradiation, etc. Facile de se prononcer en faveur du numérique en

général quand ce n'est pas nous qui nous retrouvons le nez dans les vapeurs toxiques d'Agbogbloshie au Ghana ou de n'importe quelle décharge d'E-déchets (ou déchets électroniques), massivement déversés dans les pays pauvres par les pays riches. Facile de se prononcer en faveur de l'élevage industriel quand on n'a pas soi-même à dépecer le moindre animal, ou à vivre entassés dans d'immenses bâtiments, à ne jamais voir la lueur du soleil et patauger dans nos propres excréments. Etc. Facile de se prononcer pour n'importe quoi quand on n'a pas soi-même à en assumer les (plus néfastes ou difficiles) conséquences. Facile, et d'une lâcheté incroyable, d'une immoralité terrible.

(Eh, Cyril Dion) Tu es pour le solaire photovoltaïque ou l'éolien ? Ramasse ta pioche, fais ton baluchon, et rends-toi à Baotou en Chine où l'on extrait les minerais nécessaires à la fabrication des panneaux et des éoliennes. Tu es pour le nucléaire ? Ramasse ta pioche, fais ton baluchon, et rends-toi, au choix, dans les mines d'Arlit au Niger ou de Muyunkum ou Tortkuduk au Kazakshtan. Tu es pour qu'on empêche les migrants de parvenir en France ? Va donc vivre ce qu'ils vivent chez eux, amuse-toi bien, et raconte-nous ensuite. Tu es pour la voiture électrique ? Ramasse ta pelle, ta pioche, ton baluchon et file au Congo extraire le cobalt. Tu es pour la prostitution ? Prostitue-toi quelques années, on en reparle. Tu es pour la GPA ? Tu peux tomber enceinte ? Si non, imbécile ! Si oui, commence par gestationner pour autrui toi-même, et on en rediscute. Etc.

Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse. Principe élémentaire. Pourtant, ils sont extrêmement nombreux à encourager l'exploitation des autres avec la plus grande facilité du monde — tout en souhaitant ne pas être eux-mêmes exploités, ou en déplorant leur propre exploitation.

Alors si vous n'appréciez pas d'être exploité, si vous n'êtes pas pour l'exploitation des autres, évitez, à l'avenir, d'encourager l'exploitation des autres. Réfléchissez, bande d'andouilles, aux implications des choses que vous soutenez.

Dans un système social, économique, politique, etc., largement anti-démocratique, quoi que vous souteniez, cela implique sûrement d'exploiter des gens qui n'ont rien demandé, ne sont pas particulièrement heureux de se retrouver à faire ce qu'ils se retrouvent à faire.

~~Dans une telle situation, la seule chose décente que l'on puisse soutenir, c'est le démantèlement du système dans sa totalité, le démantèlement du pouvoir, des systèmes de domination, la redistribution du pouvoir aux gens, leur émancipation, leur droit de s'organiser eux-mêmes comme bon leur semble, etc.~~

👆RETOUR👆

.Arabie Saoudite: la transition énergétique, mais pas sans le pétrole

Laurent Horvath 2000watts.org Publié le 8 décembre 2021

Jean-Pierre : article médiocre de Laurent Horvath, encore une fois.



Le 23ème [Congrès Mondial sur le Pétrole se tient actuellement à Houston, USA](#). L'avis du ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite, Amin Nasser, est très intéressant. Habitué à appuyer là où ça fait mal, il prévient que la transition énergétique ne pourra pas se faire en claquement de doigts. Il demande "*à utiliser le pétrole et le gaz le plus longtemps possible.*"

La demande traduit l'incapacité de l'Arabie Saoudite à ~~diversifier ses revenus~~ car sa survie dépend exclusivement des pétrodollars. Elle fait également écho à la totale l'incapacité des pays occidentaux à diminuer leur consommation d'énergie. Du coup, ses paroles raisonnent encore plus fort.

Une révolution sans sang, est-elle une révolution?

Le discours de Nasser arrive alors que l'Agence Internationale de l'Energie appelle à stopper immédiatement les investissements dans les énergies fossiles afin d'atteindre d'ici à 2050, un presque zéro émission. Ce n'est pas peu dire que la suggestion est très mal passée auprès des producteurs.

Nasser questionne le principe que le monde pourrait passer à des carburants plus propres *"pratiquement du jour au lendemain, mais que cette hypothèse est profondément erronée"*. Il *"demande de reprendre les investissements dans le pétrole et le gaz afin d'éviter l'inflation. Je comprends que le fait d'admettre publiquement que le pétrole et le gaz joueront un rôle essentiel et significatif pendant la transition et au-delà sera difficile pour certains. Mais admettre cette réalité sera bien plus facile que de faire face à l'insécurité énergétique, à l'inflation galopante et aux troubles sociaux lorsque les prix deviennent intolérables et de voir les engagements nets zéro des pays commencer à s'effiloche."*

Soyons honnête. Nous nous apprêtons à vivre une révolution énergétique. Une révolution ne se passe jamais sans douleur.

De nombreux pétroliers annoncent un pic de production entre 2026 et 2030

Depuis 2016, les investissements dans l'exploration pétrolière ont diminué, tout comme les nouveaux gisements découverts. Il y a quelques jours, le PDG de Gazprom, tenait les mêmes propos au sujet du gaz et demandait aux investisseurs de revenir d'autant que les prix actuels génèrent des profits records. Gazprom a généré \$9 milliards de bénéfice jusqu'en septembre.

Le PDG de l'entreprise de services pétroliers et gazier, **Halliburton**, Jeff Miller a eu une remarque qui pourrait mettre tout le monde d'accord. *"Nous entrons en fait dans une période de pénurie et je pense que pour la première fois depuis longtemps, nous verrons un acheteur chercher un baril de pétrole plutôt qu'un baril de pétrole chercher un acheteur"*.

Dans cette nouvelle configuration de chasse aux barils, quel sera le rôle de l'Europe, ou des pays trop petits comme la Suisse ?



.Les décès de pilotes étasuniens ont augmenté de 1 750 % après leur vaccination obligatoire

Par Lance D Johnson – le 13 décembre 2021 – Source [Vaccineinjurynews](https://vaccineinjurynews.com)



Les pilotes de ligne étasuniens, auparavant en bonne santé, décèdent à un rythme sans précédent. Les pilotes sont des gens qui doivent être en parfaite condition physique, mais en 2021, l'ensemble de l'industrie aérienne a conspiré contre la santé individuelle des pilotes et les a menacés de licenciement s'ils ne participaient pas à l'expérience du vaccin covid-19. En conséquence, plus de cent jeunes pilotes sont mystérieusement décédés en 2021, tandis que d'innombrables autres pilotes souffrent en silence d'événements indésirables et d'un système immunitaire affaibli.

Un total de cent onze pilotes sont morts au cours des huit premiers mois de cette année ! Cela représente une augmentation de 1 750 % par rapport à 2020, alors que le monde était pourtant censé être en pleine pandémie. Une liste des personnes décédées a été publiée dans le magazine de l'Air Line Pilot Association. En comparaison, il y a eu 6 décès de pilotes de ligne en 2020, et un seul décès en 2019.

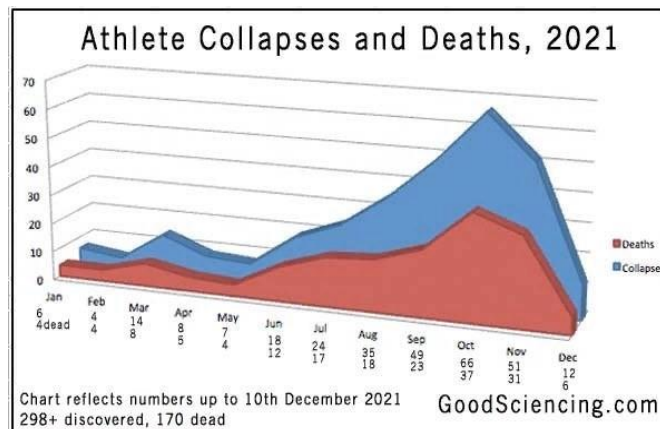


Le dernier Air Line Pilot magazine d'octobre/novembre montre qu'un pilote est mort en 2019, 6 en 2020 et 111 pendant les 9 premiers mois de 2021

La recrudescence des décès de pilotes est un signal d'alarme pour tous.

La plupart des 111 décès sont survenus après que les vaccins covid-19 ont été injectés en masse. Comme il n'existe pas de codes médicaux pour les décès dus aux vaccins, la plupart des décès sont attribués à d'autres causes. Ces causes peuvent être liées aux preuves pathologiques à l'origine des lésions vaccinales, mais ne sont jamais codées comme telles. Les preuves pathologiques sont souvent ignorées, et les décès de jeunes hommes et femmes sont souvent qualifiés de « soudains » ou « inexplicables » – sans aucune enquête d'ordre pathologique.

Seulement 5 décès ont été enregistrés entre janvier et mars 2021, alors que le taux de vaccination était encore faible. Curieusement, un total de (39) décès sont survenus en juillet et (34) en août, juste après que les gouvernements et les entreprises privées aient utilisé l'obligation de vaccination pour violer la vie privée de leurs employés et les punir. Même si ces tactiques d'intimidation sont illégales, ces obligations de vaccination ont été utilisés pour effrayer les pilotes et les contraindre à se soumettre. Comme dans de nombreux domaines professionnels, les pilotes sont allés à l'encontre de leurs propres croyances et de leur situation médicale privée, acceptant de se soumettre. Nombreux sont ceux qui se sont pliés à l'obligation vaccinale parce que la discrimination était si forte, que l'égalité des chances était supprimée et que les décisions personnelles en matière de santé n'étaient pas respectées. Beaucoup avaient peur de perdre leur emploi et leurs perspectives de carrière, alors ils se sont alignés, espérant le meilleur tout en justifiant la tyrannie médicale.



En bleu, perte de conscience. En rouge, mort.

Les jeunes athlètes, auparavant en bonne santé, connaissent la même tendance à la mortalité que les pilotes. [Goodsciencing.com](https://www.goodsiencing.com) a suivi plus de 300 incidents médicaux post-vaccinaux du 1er janvier au 10 décembre. Ces incidents concernent de jeunes athlètes en bonne santé qui se sont soudainement effondrés sur le terrain de jeu en 2021. Parmi ces incidents médicaux inexplicables, 170 athlètes ont fini par en mourir. Ces tendances ne sont pas surprenantes, car les [données de pharmacovigilance](#) recueillies dans le monde entier montrent que les vaccins à ARNm provoquent des inflammations cardiaques, des problèmes auto-immunes et une déplétion immunitaire, entraînant des arrêts cardiaques soudains, des dysfonctionnements neurologiques et des infections graves. [CovidVaccineVictims.com](https://www.covidvaccinevictims.com) conserve un mémorial pour les personnes décédées à la suite de cette épouvantable expérience génétique forcée.

Les problèmes liés à la vaccination ont été balayés d'un revers de main pendant des décennies, depuis que le [Childhood Vaccine Injury Act](#) de 1986 a accordé des protections juridiques aux fabricants de vaccins aux États-Unis. Bénéficiant d'une immunité juridique depuis plus de trente ans, les fabricants de vaccins se sont moqués de l'État de droit, s'exonérant de toute responsabilité juridique lorsque leurs produits nuisent aux personnes. Aujourd'hui, les fabricants de vaccins à ARNm ont conclu des contrats avec des gouvernements du monde entier afin de soustraire leurs activités à toute responsabilité judiciaire ou à un procès avec jury. Les fabricants de vaccins opèrent au-dessus des lois et continueront à s'en tirer, [malgré un génocide](#), si l'état de droit n'est pas rétabli. Les fabricants de vaccins à ARNm prévoient maintenant des rappels sans fin. Leur domination sur les gouvernements et leur forte puissance financière leur permettront de voler, tuer et détruire en utilisant la propagande, la coercition et la force.



Inefficacité vaccinale et fracture sociale

Sylvain Devaux jeudi 16 décembre 2021



À mesure que les effets bénéfiques de la vaccination contre le Covid sont démentis par les faits, la crispation s'accroît. Le vaccin devait protéger de la contamination, or il n'en est rien. Il devait protéger des formes graves à 95 %, on est très loin du compte... Alors à qui la faute ? Aux non vaccinés bien sûr ! Et hop la bêtise version grand format fait aussitôt son retour. J'en veux pour preuve cet [article](#) où un fêtard brésilien nommé Mauricio, manifestement fan de boîtes de nuit explique tout naturellement que « c'est la faute des antivax, c'est pour ça qu'on est dans la merde ». Mon petit Mauricio, laisse-moi donc te rappeler que dans ces établissements il faut présenter un pass sanitaire

(test récent payant ou schéma vaccinal complet), établissements dans lesquels tu te vantes d'aller tous les week-

ends sans masque. Alors si tu es dans la merde mon petit Mauricio, c'est parce que tu t'y es mis tout seul.

Bon, fort heureusement l'article nuance grandement le propos en rappelant effectivement le peu de risques encourus par cette population jeune soumise au pass mais qui peut contaminer ensuite en dehors des soirées, preuve une nouvelle fois de l'inefficacité des vaccins quant à la transmission et de l'inutilité de ce pass qui reste uniquement un instrument politique de contrainte. Une inefficacité évoquée très clairement dans un [article](#) récent du fameux journal scientifique « The Lancet » et signé d'un scientifique allemand, Günter Kampf. Un article que devraient lire certains de nos amis allemands avant de taguer sur des vitrines des inscriptions incitant à ne pas acheter chez des non-vaccinés, des tags pas plus intelligents que ceux du Mont Valérien de l'autre « camp ».

Le phénomène reste néanmoins normal puisqu'à mesure que les faits contredisent la politique sanitaire, chaque « camp » monte d'un cran la violence verbale et les intimidations. L'un parce que le sentiment de s'être fait avoir est insupportable, l'autre parce que les attaques sont sans fondements. Reste à espérer que cela n'aille pas plus loin, alors que la fraternité devrait, dans le respect des convictions de l'autre, inviter à une plus grande bienveillance. Dans les tranchées de la première guerre mondiale les soldats avaient bien réussi à imposer un cessez-le feu pour célébrer Noël ensemble. Alors on devrait bien y arriver, même s'il faut ouvrir les fenêtres et cacher papy dans la cave, non ?

👉 **RETOUR** 👈



C'est maintenant ou jamais : La grande « Transition » doit être imposée

Par ~~Alastair Crooke~~ – Le 1^{er} décembre 2021 – Source [Strategic Culture](#)



Une nouvelle vague de restrictions, davantage de confinements et – enfin – des milliards de dollars en nouveaux chèques de relance sont peut-être à l'étude.

Avez-vous suivi les nouvelles de la semaine dernière ? Les obligations en matière de vaccination sont partout : les pays redoublent d'efforts les uns après les autres pour tenter de forcer, ou de contraindre légalement, la vaccination de toute la population. Les obligations sont imposées en raison de l'augmentation massive des cas de Covid – surtout dans les endroits où **les thérapies géniques expérimentales à ARNm** ont été déployées en masse. Et (ce n'est pas une coïncidence),

ce « marqueur » est apparu au moment où les décès dus au Covid aux États-Unis en 2021 ont [dépassé ceux](#)

de 2020. Cela s'est produit en dépit du fait que l'année dernière, aucun Américain n'a été vacciné (et cette année, 59 % le sont). Cette injection d'ARNm n'est manifestement pas une panacée.

Bien sûr, l'establishment pharmaceutique sait que les vaccins ne sont pas une panacée. Il y a des « *intérêts supérieurs* » en jeu ici. Ils sont plutôt motivés par la peur que la fenêtre pour la mise en œuvre de leur série de « *transitions* » aux États-Unis et en Europe se referme. Biden a encore du mal à faire passer son plan de dépenses sociales « *Go-Big* » et son programme de transition écologique au Congrès avant les élections de mi-mandat dans un an. Et **le pic d'inflation pourrait bien couler le programme *Build Back Better* (BBB) de Biden.**

Le temps presse. Les élections de mi-mandat ne sont que dans 12 mois, après quoi la fenêtre législative se refermera. La « *transition* » écologique est également bloquée (par **les inquiétudes liées au fait que le passage trop rapide aux énergies renouvelables met en danger les réseaux électriques et augmente indûment les coûts de chauffage**), et l'establishment pharmaceutique sait qu'un nouveau variant B.1.1.529 a accompli un grand saut évolutif avec 32 mutations de sa protéine de pointe. Cela le rend « *clairement très différent* » des variants précédents, ce qui pourrait entraîner de nouvelles vagues d'infection échappant aux « *défenses vaccinales* ».

Traduction : une nouvelle vague de restrictions, davantage de confinements, et – enfin – des milliards de dollars en nouveaux chèques de relance sont peut-être à l'étude. On pourrait se demander ce qu'il en est de l'inflation.

C'est une course pour les États-Unis et l'Europe, où la pandémie est de retour en force dans toute l'Europe, pour faire passer leurs programmes de réinitialisation, avant que l'histoire des variants ne se grippe, avec des hôpitaux bondés de vaccinés et de non-vaccinés, avec des émeutes dans les rues et des masques obligatoires sur les marchés de Noël (s'ils ouvrent). Les nouvelles de cette semaine laissent présager un grand retournement de situation : les obligations en matière de vaccination et les mesures de confinement, même dans les zones fortement vaccinées, sont de retour. **Et les gens n'aiment pas ça.**

La fenêtre pour le Reset pourrait se refermer rapidement. Un observateur, notant toute l'activité frénétique de l'élite, **a demandé** : « *Avons-nous finalement atteint le pic du Davos ?* » Le passage à l'autoritarisme en Europe est-il un signe de désespoir, alors que l'on craint que les diverses « *transitions* » prévues dans le cadre du **« *reset* »** (finance, climat, vaccin et technocratie d'expertise managériale) ne soient jamais mises en œuvre ?

En fait, il s'agit plutôt d'un coup d'arrêt, alors que les plans de dépenses sont entravés par l'accélération de l'inflation, que la transition climatique ne parvient pas à s'imposer dans les pays les plus pauvres (et chez nous non plus), que la technocratie est de plus en plus discréditée par les résultats négatifs des pandémies et que la théorie monétaire moderne se heurte à un mur, à cause de l'inflation, une fois de plus.

Vous êtes attentifs ? La grande « *transition* » est conçue comme une transition extrêmement coûteuse vers les énergies renouvelables et vers un nouveau corporatisme numérisé et robotisé. Elle nécessite un financement important (inflationniste) qui doit être voté, et une dépense parallèle énorme (inflationniste) d'aide sociale qui doit être approuvée par le Congrès également. Les dispositions sociales sont nécessaires pour apaiser tous ceux qui se retrouveront ensuite sans emploi, en raison de la « *transition* » climatique et du passage à une sphère corporative numérisée. Mais – de manière inattendue pour certains « *experts* » – l'inflation a frappé – les statistiques les plus élevées depuis 30 ans.

De puissants intérêts oligarchiques se cachent derrière le Reset. Ils ne veulent pas le voir s'effondrer, ni voir l'Occident éclipsé par ses « *concurrents* ». Il semble donc que, plutôt que de faire marche arrière, ils vont mettre les bouchées doubles et tenter d'imposer la discipline à leurs électeurs : ne tolérer aucune dissidence.

Un essai de 1978 intitulé « **Le pouvoir des impuissants** », rédigé par le dissident de l'époque et futur président tchèque Vaclav Havel, commence de manière moqueuse par ces mots : « *Un SPECTRE hante l'Europe de l'Est : le spectre de ce que l'on appelle en Occident la « dissidence »* ». « *Ce spectre n'est pas surgi de nulle part. Il est une conséquence naturelle et inévitable de la phase historique actuelle du système qu'il hante.* » Eh bien,

aujourd'hui, comme le [note](#) Michael Every de Rabobank, « *l'Occident connaît la polarisation, les manifestations de masse, les émeutes, les discussions sur les vaccins obligatoires en Europe, et Yanis Varoufakis qui affirme que le capitalisme est déjà mort* ; et qu'*un techno-féodalisme se profile* ». Aujourd'hui, les élections de mi-mandat aux États-Unis sont encore plus urgentes. Le retour de Trump (même s'il se limite au Congrès), couperait les jambes de BBB et glacerait également Bruxelles.

Cependant, c'est précisément cette révolution technologique, sur laquelle Varoufakis attire l'attention, qui a à la fois redéfini l'électorat Démocrate et transformé les oligarques de la technologie en milliardaires. En créant de manière algorithmique des contenus similaires qui s'agrègent et qui sont diffusés en cascade à ses clients, elle a étouffé la curiosité intellectuelle et créé le « *parti non informé* », qui est la classe managériale d'aujourd'hui – le parti de la méritocratie accréditée ; le parti, surtout, des personnes qui se considèrent avec suffisance comme les « *gagnants* » de l'ère à venir – qui ne veulent pas risquer un regard derrière le rideau et sortir de leur zone de confiance.

De manière perverse, ce corps d'universitaires, d'analystes et de banquiers centraux professionnellement agréés insistent tous sur le fait qu'ils croient totalement à leurs mêmes : que leur approche technologique est à la fois efficace et bénéfique pour l'humanité, sans tenir compte des opinions divergentes qui tourbillonnent autour d'eux, dans les interstices d'Internet.

La principale fonction de ces mêmes aujourd'hui, qu'ils soient émis par le « *commandement* » des vaccins pharmaceutiques, le commandement de la « *transition* » monétaire avec la TMM, le commandement de la « *transition* » énergétique ou de la « *transition* » technocratique managériale mondiale, est de tracer une « *ligne Maginot* » – une frontière idéologique défensive, un « [Grand récit](#) » en quelque sorte – entre « *la vérité* » telle que définie par les classes dirigeantes et toute autre « *vérité* » qui contredit leur récit. En d'autres termes, il s'agit de conformité.

Il était bien entendu que toutes ces transitions bouleverseraient les modes de vie de l'humanité, qui sont anciens et profondément enracinés et déclencheraient la dissidence – c'est pourquoi de nouvelles formes de « *discipline* » sociale seraient nécessaires (d'ailleurs, les dirigeants de l'UE appellent déjà leurs missions officielles des « *commandements* »). De telles disciplines sont actuellement testées en Europe – avec les mandats de vaccination (même si les scientifiques leur disent que les vaccins ne peuvent pas être la solution miracle à laquelle ils aspirent). Comme le fait [remarquer](#) un membre de la haute « *loge* », favorable à une forme de gouvernance mondiale, pour faire accepter de telles réformes aux gens, il faut les effrayer.

Oui, l'ensemble des « *transitions* » doit avoir son « *Grand récit global* » – aussi creux soit-il (c'est-à-dire la lutte pour défendre la démocratie contre l'autoritarisme). Mais la nature de la guerre des mêmes culturels d'aujourd'hui fait que son contenu n'est guère plus qu'une coquille rhétorique, dépourvue de toute sincérité en son cœur.

Elle sert principalement de décoration à un projet d'« *ordre supérieur* » : la préservation des « *règles de conduite* » mondiales, conçues pour refléter les intérêts des États-Unis et de leurs alliés, en tant que base à partir de laquelle le processus de « *transition* » peut être développé en un ordre géré à l'échelle mondiale qui préserve l'influence de l'élite et le contrôle des principaux actifs.

Cette même-politique artificielle et accréditée est là pour rester, et elle est maintenant « *partout* ». Elle a depuis longtemps dépassé les clivages partisans. Ce qu'il faut retenir ici, c'est que la mécanique de la même-mobilisation est projetée, non seulement dans le « *foyer* » occidental (au niveau micro), mais aussi à l'étranger, dans la « *politique étrangère* » américaine (c'est-à-dire au niveau macro).

Et, tout comme dans l'arène domestique, où la notion de politique par la persuasion est perdue (avec des obligations vaccinales imposées par des canons à eau et la police anti-émeute), la notion de politique étrangère gérée par l'argumentation, ou la diplomatie, a également été perdue.

La politique étrangère occidentale est moins axée sur la géostratégie, mais plutôt sur les trois « *grandes questions emblématiques* » – la Chine, la Russie et l’Iran – auxquelles on peut donner une « *charge* » émotionnelle afin de mobiliser avec profit certaines « *composantes* » identifiées dans la guerre culturelle intérieure des États-Unis. Tous les différents courants politiques américains jouent à ce jeu.

L’objectif est de pousser grâce au « *nudge* » les esprits américains (et ceux de leurs alliés) à se mobiliser sur une question donnée (par exemple en faveur d’un plus grand protectionnisme pour les entreprises face à la concurrence chinoise), ou alternativement, de donner une image sombre de la situation, afin de délégitimer une opposition ou de justifier des échecs. Ces mobilisations sont destinées à obtenir un avantage partisan intérieur relatif, plutôt qu’à avoir un objectif stratégique.

Lorsque cette guerre de mêmes créditée s’est installée aux États-Unis, des millions de personnes vivaient déjà **une réalité dans laquelle les faits n’avaient plus aucune importance**, où des choses qui ne se sont jamais produites officiellement se sont produites. Et d’autres choses qui se sont manifestement produites ne se sont jamais produites : pas officiellement, en tout cas. Ou étaient des « *théories de la conspiration d’extrême droite* », des « *fake news* », de la « *désinformation* » ou autre, alors que les gens savaient qu’elles ne l’étaient pas.

La Russie et la Chine sont donc confrontées à une réalité dans laquelle les élites européennes et américaines se dirigent dans la direction opposée à la pureté épistémologique et aux arguments fondés. En d’autres termes, la nouvelle « *normalité* » consiste à générer un grand nombre de réalités contradictoires, pas seulement des idéologies contradictoires, mais de véritables « *réalités* » mutuellement exclusives, qui ne peuvent pas exister simultanément... et qui sont destinées à déconcerter les adversaires – et à les déstabiliser.

Il s’agit d’un jeu très risqué, car il oblige les États visés à adopter une attitude de résistance, qu’ils le souhaitent ou non. Il souligne que la politique n’est plus une question de stratégie réfléchie : il s’agit d’être prêt à ce que les États-Unis perdent stratégiquement (même militairement), afin de *gagner politiquement*. C’est-à-dire *gagner* une victoire éphémère en ayant suscité une réponse psychique inconsciente favorable parmi les électeurs américains.

La Russie, la Chine, l’Iran ne sont que des « *images* » prisées principalement pour leur potentiel à être chargées de « *nudges* » émotionnels dans cette guerre culturelle occidentale (dont ces États ne font pas partie). Le résultat est que ces États deviennent des antagonistes à la présomption américaine de définir un « *code de conduite* » mondial auquel tous doivent adhérer.

Ces pays comprennent exactement l’objectif de ces « *règles* » imprégnées de valeurs et de droits. Il s’agit de forcer ces États à se conformer aux « *transitions* », ou à subir l’isolement, le boycott et les sanctions – de la même manière que les choix imposés à ceux qui, en Occident, ne souhaitent pas se faire vacciner (c’est-à-dire pas de vaccin, pas de travail).

Cette approche reflète une tentative de l’équipe Biden de jouer sur les deux tableaux avec ces trois « *États emblématiques* » : se féliciter de la *coopération* sur les « *questions de transition* », mais se montrer *hostile* à toute dissidence quant à la mise en place d’un cadre réglementaire susceptible de faire passer les « *transitions* » du niveau national au niveau supranational.

Mais les praticiens américains de la même-politique ont-ils compris que l’attitude de la Russie et de la Chine – en riposte – n’est pas une contre-mobilisation factice destinée à « *marquer le coup* » ? Que leur vision est en désaccord avec « *les règles* » ? Se rendent-ils compte que leurs « *lignes rouges* » pourraient bien être des « *lignes rouges* » au sens propre ? L’Occident est-il désormais tellement accro aux mêmes qu’il ne peut plus reconnaître les *véritables* intérêts nationaux ?

Ce point est essentiel : lorsque l'Occident s'exprime, il regarde toujours par-dessus son épaule l'impact psychique national et plus large lorsqu'il « *marque un point* » (par exemple en menant des attaques par des bombardiers à capacité nucléaire aussi près des frontières de la Russie qu'ils l'osent). Mais quand la Russie et la Chine disent « *Voici notre ligne rouge* », ce n'est pas un mème – elles le pensent vraiment.



.Israël annonce que les injections Covid ne finiront jamais

Publié le 15 décembre 2021 par Olivier Demeulenaere

Jean-Pierre : les vaccinations vont continuer jusqu'à ce que les patients meurent guéris.



Le ministère israélien de la santé (IHM) a lancé un avertissement : les Israéliens doivent se préparer dès maintenant à une série interminable de “vaccins” contre le coronavirus de Wuhan (Covid-19) et de “rappels” associés.

Le pays est déjà sur le point d'approuver sa quatrième injection obligatoire, un “booster”, mais le professeur Arnon Afek, membre du comité consultatif sur la vaccination de l'IHM et chef adjoint du plus grand hôpital d'Israël, affirme que les cinquième, sixième et septième injections – suivies d'un nombre infini d'injections par la suite – sont les prochaines à l'ordre du jour.

« *Ceux qui pensent que nous n'aurons pas besoin de prendre d'autres rappels ont tort* », a déclaré le professeur Afek. « *Nous aurons besoin de prendre la 4ème piqûre, la 5ème piqûre, la 6ème piqûre, la 7ème piqûre* ».

« *Tant que la pandémie se poursuivra dans des endroits comme l'Afrique, où peu de gens sont vaccinés, de nouvelles variantes du COVID-19 se développeront et la nécessité de s'en protéger avec des vaccins, continuera* », a ajouté Afek.

Maintenant que le variant « Omicron » (Moronic) est arrivé, Israël accentue la tyrannie dans la panique en essayant de devancer le simple virus du rhume, qui ne touche que les personnes entièrement vaccinées.

Le PDG de Pfizer, Albert Bourla, qui semble être de connivence avec le gouvernement israélien pour imposer les injections de sa société aux Israéliens, se réjouit de cette annonce.

Bourla a gagné des milliards avec ce racket jusqu'à présent et veut en gagner encore plus. Il a donc déclaré que toute personne s'opposant à ce plan est un « *criminel* » qui doit être enfermé et puni.

Selon Bourla, il est « *nécessaire* » que les gens se fassent « *re-vacciner chaque année* », la raison non avouée étant qu'il a besoin de continuer à faire rentrer sur ses comptes bancaires les profits de ses actions artificiellement gonflées.

Les gouvernements diaboliques ont utilisé la « *technique du pied dans la porte* » pour amener le monde à accepter des injections Covid sans fin.

Même si les injections de Pfizer rendent les gens malades en propageant Moronic et les autres variants, Bourla et ses co-conspirateurs du gouvernement israélien exigent que la population fasse autant de piqûres que commandées.

BioNTech est également en train de mettre en place une série de piqûres de rappel à trois doses, spécifiquement pour Moronic, qui sera disponible dans les mois à venir.

Le Premier ministre néo-zélandais, Jacinda Ardern, est entièrement d'accord avec le programme et a déclaré dans une récente interview que « *ce programme de vaccination n'aura pas de fin* ».

Il va se poursuivre à l'infini, comme nous l'avions prédit, pour nous entendre dire qu'il s'agissait d'une folle théorie du complot sans fondement. Maintenant, tout se déroule comme prévu.

Cette « **technique du pied dans la porte** » est une technique de conformité par laquelle des puissances malveillantes font accepter quelque chose à leurs sujets en leur faisant d'abord accepter une demande plus modeste.

Dans ce cas, cela a commencé par une ou deux injections, avant d'évoluer vers un troisième rappel. Aujourd'hui, les responsables gouvernementaux ouvrent les vannes à une vie d'injections pour tous ceux qui veulent participer à la « *nouvelle normalité* ».

« Cette technique fonctionne en créant une connexion entre la personne qui fait la demande et celle qui est sollicitée », écrit Chris Menahan. « Si une demande plus petite est accordée, alors la personne qui accepte se sent obligée de continuer à accepter des demandes plus grandes pour rester cohérente avec la décision initiale d'accepter. »

« Cette technique est utilisée de nombreuses façons et constitue une tactique bien étudiée pour amener les gens à se conformer aux demandes. Le dicton fait référence à un vendeur de porte à porte qui empêche la porte de se fermer avec son pied, ne laissant pas d'autre choix au client que d'écouter le discours de vente. »

Lorsqu'on leur a demandé de fournir des justifications scientifiques à l'appui du nouveau programme de rappel, les régulateurs fédéraux ont répondu qu'ils se fiaient surtout à leur « intuition ». Prenez vos décisions en matière d'injection en conséquence.

[NaturalNews.com](https://www.naturalnews.com), le 12 décembre 2021

Traduction Olivier Demeulenaere (avec DeepL.com)

Rappels :

[Dr Astrid Stuckelberger : « Ils veulent créer une pandémie perpétuelle »](#)

[Omicron : Nous vous avons prévenu que la farce du Covid ne finirait jamais](#)

[Les méchants complotistes avaient raison : Israël parle de la 4ème dose](#)

[Leur “vaccination” n’a rien à voir avec notre santé](#)



Démographie Responsable dans les médias

16 décembre 2021 / Par biosphere

Pourquoi adhérer à l'association Démographie Responsable ? Plusieurs [adhérents de DR](#) nous donnent quelques pistes de réflexion. En résumé :

Patrick P. : *Quand on constate régulièrement cette belle acrobatie de malhonnêteté intellectuelle qui consiste à contourner le problème démographique, ça révolte. J'ai donc rejoint Démographie Responsable, par anti-panurgisme vis-à-vis de tous ces médias qui refusent la pluralité d'opinions et qui déguisent en vertueux tout positionnement qui rejette cette évidence arithmétique de la progression démographique mondiale. L'enjeu de ce combat en vaut le coup !*

Christine C. : *Je me suis rendue sur le site Web de Démographie Responsable car je partage cette conception de la surpopulation et pourtant elle a du mal à trouver des échos aussi bien politiques qu'auprès des citoyens... Ce que je trouve vraiment catastrophique au vu de l'augmentation constante démographique alors qu'on a épuisé les ressources de la terre au 29 juillet 2021... On continue à ne pas prendre en compte l'aspect démographique et à éviter ce débat essentiel. Lorsque j'ai évoqué la question démographique à un président de département, il m'a répondu que les gens ne seraient pas prêts à entendre ça !*

Marie-Françoise V. : *J'ai connu l'association DR lors d'un passage au salon Marjolaine il y a 3 ans environ – je ne sais plus si j'avais conscience des conséquences d'une démographie non maîtrisée...mais depuis cette rencontre... OUI. Questions pas assez souvent posées ... ni par les politiques, ni par les églises...*

Pour avoir les témoignages dans leur intégralité, et bien d'autres

<https://www.demographie-responsable.org/411-temoignages.html>

Démographie Responsable à l'international

Pourquoi adhérer à l'association Démographie Responsable ? Plusieurs [adhérents de DR](#) nous donnent quelques pistes de réflexion. En résumé :

René E. : *J'ai pu voir la vie aux Indes, il faut y être né pour survivre dans ce grouillement de créatures prises au piège. Tout se cumule : absence de liberté, pollutions, manque d'eau et d'hygiène élémentaire... Comment cautionner un tel massacre ? Les Grands de ce monde sont-ils aveugles ?*

Gérard G. : *Durant les années 1970, j'ai vécu en Afrique et j'ai constaté les problèmes de désertification et d'exode rural que provoquait la surpopulation J'appréciais alors les ouvrages de l'agronome René Dumont, qui avait les analyses les plus sérieuses sur les pays du Sud et qui fut l'un des premiers à alerter sur les risques démographiques... Par la suite le parti des Verts (devenu EELV) abandonna toutes propositions de stabilisation démographique. Et je ne pense pas que la majorité des humains soient prêts à diminuer leur consommation afin de « sauver la planète ».*

Eric V. : *J'ai la chance d'avoir pu vivre à l'étranger et d'être né en 1960, une époque où il n'y avait encore « que » 3 milliards de personnes. Depuis, la population a plus que doublé, et partout où j'ai l'occasion de repasser, j'ai vu l'empreinte de l'homme qui a dégradé, mité, pollué, bétonné ou interdit ce que j'ai connu ouvert, accessible, voire encore un peu sauvage. Sachant qu'il ne s'agit pas forcément d'une volonté destructrice, mais bien d'un expansionnisme irrésistible lié au nombre, qui épuise tout sur son passage, j'ai le syndrome de l'Île de Pâques, et je me sens plus malthusien que jamais sur nos biens les plus communs : la biodiversité, l'eau, l'air, et l'espace.*

Michèle H. : *Je ne vois pas comment, si nous continuons à nous reproduire sans frein, il y aura de l'eau douce pour tout le monde d'ici quelques années ; Déjà, des guerres existent pour se procurer cette matière vitale. Sans parler du réchauffement climatique qui va entraîner des migrations justifiées de peuples îliens qui n'auront plus de territoire où vivre ! Nous sommes accusés de gâchis pendant que le Qatar exhibe ses cinq pistes de ski de 800m (avec pingouins vivants exposés de temps en temps) !*

Pour avoir les témoignages dans leur intégralité, et bien d'autres :

<https://www.demographie-responsable.org/411-temoignages.html>

la Démographie Responsable en chiffres

Pourquoi adhérer à l'association Démographie Responsable ? Plusieurs [adhérents de DR](#) nous donnent quelques pistes de réflexion. En résumé :

Claude D. : *Ce qui m'a aiguillé vers DR, La Peau de Chagrin*

– **en 2011 : 2,2 hectares / habitant.** $= 0,29 \times 3,14 \times (4 \times 10^4 / 3,14)^2 / 7 \times 10^9 = 0,022 \text{ km}^2$

Avec circonférence Terre = 40.000 km soit (4×10^4) ; surface d'une sphère : $S = 3,14 \times D^2$; population au 31/11/2011 = 7 milliards soit (7×10^9) ; seulement 29 % de terres non immergées.

– **en 2020**, on était 7,8 milliards, donc **1,89 hectares par habitant**. Alors même qu'il faut 1 hectare d'herbage pour nourrir un âne !!!

– **Le 6 septembre 2048**, nous aurons tous notre brevet d'âne bâté avec une surface de terrain **de 1 hectare par humain ! Ne cherchons donc plus la cause de nos problèmes d'environnement !**

Bernard V. : *Tous partis confondus prétendent que c'est l'accroissement du nombre d'enfants qui réglera le problème du déficit de la caisse de retraite.... alors je me suis intéressé à un autre chiffre : Chaque jour sur la planète, on compte environ 400 000 naissances, il meurt chaque jour dans le monde en moyenne 168 000 êtres humains. Le solde est donc $400-162 = 232\ 000$ **êtres humains supplémentaires chaque jour sur notre planète**. Qui peut imaginer que faire des milliards de milliers d'enfants réglera les problèmes du réchauffement climatique, même en se privant de voiture, de voyages, de chauffage, de climatisation ou de manger des fraises en hiver, qui peut croire que ça suffira à éviter la guerre de l'eau puis de l'air ?*

Marc G. : *Ma grand-mère, qui était née en 1880 à Bordeaux et avait connu des marins et des explorateurs, me parlait souvent de régions encore vierges, en Amazonie et en Afrique. On pensait encore que le Yéti ou le grand serpent de mer pouvaient bien exister. Maintenant nous sommes fixés. Tout est cartographié, habité, exploité, et parfaitement connu, les humains sont partout. Nous sommes l'espèce la plus industrielle, et la seule capable d'aller dans l'espace, mais nous dépendons de millions d'autres formes de vie avec lesquelles nous fonctionnons en symbiose, et qu'il faut protéger dans notre propre intérêt. Si nous voulons à terme que nos descendants vivent à l'aise sur ce petit globe avant d'explorer les étoiles, il faudra qu'ils soient beaucoup moins nombreux.*

Jean-Paul G. : *Depuis la publication, en 1972, du livre The Limits to Growth, la croissance de la population est l'un des problèmes majeurs de l'humanité par rapport aux limites de notre planète. Pourquoi ne pas en tenir compte ?*

Pour avoir ces témoignages dans leur intégralité, et bien d'autres :

<https://www.demographie-responsable.org/411-temoignages.html>

Adhérer à une Démographie Responsable

Pourquoi adhérer à l'association Démographie Responsable ? Plusieurs [membres du comité d'organisation](#) nous donnent quelques pistes de réflexion. En résumé :

Didier Barthès : « J'ai toujours considéré que la vie au milieu des arbres était l'état naturel des choses. Je me désespérais chaque fois qu'un nouveau bâtiment venait empiéter sur la nature. Même si alors, je ne mettais pas sur la chose des mots aussi précis, je la ressentais bien comme une atteinte à la beauté et à la douceur du monde. Je comprenais que le grignotage de la forêt était le fait d'une population toujours plus nombreuse. J'ai créé un site consacré à l'économie et à l'écologie intitulé *Economie Durable*. Via ce site, je suis entré en contact avec l'association *Démographie Responsable* qui venait d'être créée. Ce militantisme m'a semblé juste et nécessaire. »

Odette Chauve : « Étant donné la situation actuelle du monde, faire un enfant aujourd'hui est juste inconcevable pour moi. J'ai eu un seul enfant en 1968 qui lui n'en a pas fait du tout. Membre de *Démographie Responsable* depuis de nombreuses années, je suis même devenue la vice-présidente aux côtés du président Denis Garnier. Et je termine par ma phrase favorite : on ne peut pas se reproduire à l'infini dans un espace fini. Ce n'est pas idéologique, c'est juste mathématique. »

Marc Gillet : « Le saccage de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles, dus à la surpopulation, sont inquiétants. Nous sommes l'espèce la plus industrieuse, et la seule capable d'aller dans l'espace, mais nous dépendons de millions d'autres formes de vie avec lesquelles nous fonctionnons en symbiose, et qu'il faut protéger dans notre propre intérêt. Si nous voulons à terme que nos descendants vivent à l'aise sur ce petit globe avant d'explorer les étoiles, il faudra qu'ils soient beaucoup moins nombreux. »

Alice Rallier : « Prétendre que le fait de nous reproduire n'a aucun effet sur la dégradation de notre environnement n'a aucun sens : c'est seulement un déni de réalité. Quelle que soit notre manière de consommer, nous ne pouvons pas nous reproduire à l'infini dans un espace fini et déjà saturé de notre présence, c'est l'évidence. Moins d'humains, ce sera moins de problèmes. J'ai choisi de m'intéresser au discours de *Démographie responsable* parce que cette association nous ouvre les yeux sur cette question. Moi, personnellement, j'ai fait mon choix : pas de planète B, pas de bébé ! Je n'ai pas fait d'enfants et je me suis fait stériliser chirurgicalement. »

Michel Sourrouille : « L'année de ma naissance en 1947, la population mondiale était de 2,325 milliards. Si je vivais centenaire, les statistiques pour 2047 prévoient 9,275 milliards d'êtres humains, soit une multiplication par 4 au cours de mon existence. Insupportable. Comment nourrir suffisamment et faire vivre décemment 7 milliards de personnes de plus entre 1947 et 2047 ? Comment préserver la vie sauvage et les forêts primaires ? Impossible. C'est pour cela que je n'ai eu qu'un seul enfant biologiquement parlant, que j'ai propagé la pensée malthusienne au niveau politique et médiatique... et que je me suis engagé au sein de l'association *Démographie Responsable*. Une action individuelle n'est presque rien si elle ne s'accompagne pas d'un engagement collectif. »

Anne-Marie Teyssie : « Je crois depuis mon plus jeune âge que la multiplication des humains était la principale cause d'un holocauste qui promettait le confort, la sécurité, la facilité, mais tuait ce qui est le plus humain en l'humain. J'ai été heureuse de trouver l'association alors que je me croyais seule à penser ainsi. Il me semble que nous devons à la fois, être inconsolables de tout ce qui a été perdu et nous battre pour que les hommes trouvent encore dans le monde à venir, de quoi nourrir leur désir de vivre, de se rencontrer, de faire société et d'accéder à une certaine transcendance par la littérature, l'art et la musique directement issus de nos liens charnels à la Terre. Terre que notre nombre détruit. »

Isabelle Yvon : « Je pense que notre espèce est invasive, qu'elle n'a pas de prédateur et que, par sa maîtrise de la médecine, elle prolonge la durée individuelle de vie sur terre. Le développement industriel, le productivisme, l'intensification de l'agriculture pour satisfaire les humains, ravagent notre planète. Qui plus est, le nombre engendre les conflits. Dans un monde idéal, chaque être humain aurait le droit à se connecter avec la nature. Chacun devrait pouvoir se retrouver, s'il le désire, seul ou en communion avec des proches, dans un environnement de calme et de beauté. Plus nombreux nous sommes, moins cette justice n'a de chances de se concrétiser. »

Mélodie Fournier : *C'est vers mes 12 ans que je me souviens m'être posée beaucoup de questions, suite à la diffusion de « Soleil Vert » sur Arte. Je n'ai jamais lié l'idée de bonheur avec celle d'une énorme quantité, bien au contraire, j'ai cette désagréable impression de n'être plus qu'un numéro aujourd'hui ! Je suis amère de m'apercevoir que l'humain, qui se considère comme plus intelligent que le reste du monde, perturbe l'équilibre de toutes choses. J'ai eu longtemps peur de parler de ça autour de moi, car on me renvoyait toujours l'idée que j'étais un monstre qui voulait tuer tout le monde ! J'ai dû attendre mes 40 ans pour enfin oser militer pour l'idée d'une démographie responsable, je n'étais plus seule. Je remercie DR d'ouvrir la possibilité d'une réflexion sur ce sujet. »*

Marie-Eve Perru : *« C'est une prise de conscience progressive de l'état de la planète et de la finitude de certaines ressources comme le pétrole et les métaux rares qui m'a amené à étudier la question démographique, et à découvrir la courbe exponentielle de la population humaine. J'ai compris alors que le changement de mode de vie et la décarbonation de l'économie ne seraient pas suffisants pour éviter la catastrophe environnementale qui nous attend si on continue de croître en nombre sur une planète finie et déjà en mauvais état. À mon grand regret, car j'aime les enfants. »*

👉 **RETOUR** 👈

.CENTRALES HYDRO ÉLECTRIQUES PRÉVUES...

16 Décembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

On nous sort et on nous ressort jusqu'à l'écoeurement pleine et entier que nous sommes équipés partout où cela est possible, en barrages hydro-électrique.

Faux. A EDF, il existe des plans régulièrement mis à jour, pour **des STEP**, notamment marines. ~~Et qui~~ permettraient de ~~benner~~ la moitié du nucléaire.

Face à la crise énergétique européenne, la Suisse prévoit de nouvelles centrales hydroélectriques



En Suisse, aussi, on découvre des sites, qui finalement, seraient aptes à voir bâtir des centrales électriques.

En Inde, on veut avoir des réserves de charbon dans les centrales (c'est vrai qu'une centrale électrique au charbon sans charbon, ça fonctionne beaucoup, beaucoup moins bien). Cela en dit long sur le plafonnement des ressources.

La Chine est redevenue la première puissance mondiale ? Sans doute, mais peu importe. Sa place diminuera rapidement avec la baisse de la production **charbonnière**. Et le volume d'importations nécessaires sera trop important. Petit rappel sur les chocs pétroliers.

.CHOCS PÉTROLIERS : une dépendance menaçant l'économie mondiale

Par Frédéric Farah 11/12/2021



<https://www.youtube.com/watch?v=sFVmeEpiWYU> (26 minutes)

Pour cette chronique économique, l'économiste Frédéric Farah revient sur les grands chocs pétroliers de 1973 et 1979 qui ont contribué à modifier profondément l'économie mondiale, en raison de notre dépendance au pétrole. Comment ces crises sont-elles advenues, et notre dépendance au pétrole nous menace-t-elle encore aujourd'hui ?

C'est ce que l'on va voir tout de suite...

 [RETOUR](#) 



.COVID ET VACCIN

16 Décembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le vaccin <progression des discours officiels> :

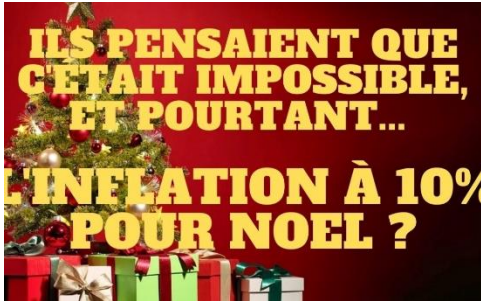
- immunise à 95 %,
- immunise à 75 %,
- immunise à 50 %,
- Il n'immunise pas, mais réduit la transmission,
- il ne réduit pas la transmission mais empêche les formes graves,
- Il n'empêche pas les formes graves mais vous ne finissez pas aux soins intensifs,
- vous finissez aux soins intensifs mais vous ne mourrez pas,
- vous mourrez mais vous allez au paradis.

 [RETOUR](#) 



Trop d'inflation. La FED réduit en urgence son soutien à l'économie

par **Charles Sannat** | 17 Déc 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Voilà qui est très intéressant.

La FED, la banque centrale américaine qui fait tourner les rotatives monétaires à plein régime depuis 12 ans, vient de décider d'accélérer la réduction de son soutien monétaire à l'économie.

Pourquoi pas.

Je n'en crois pas un strict mot, mais croire, n'est pas être sûr et affirmation ne valant pas argumentation, je vous propose que nous causions vous et moi de ces histoires de soutien à l'économie et de taux d'intérêt que la FED prévoit de monter en 2022 au moins... 3 fois. Diantre. Je tremble et j'ai peur. Non, en fait même pas peur. Explications.

Voilà ce que nous raconte BFM (source sûre) citant l'AFP (source encore plus sûre que certaine) !

« L'inflation aux Etats-Unis devrait être de 5,3 % en 2021 et 2,6 % en 2022, a indiqué la Fed à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire.

La Banque centrale américaine (Fed) a annoncé mercredi le retrait accéléré de son soutien à l'économie et se prépare désormais à relever ses taux d'intérêt dès l'année prochaine pour tenter de contenir l'inflation vertigineuse qui est devenue un obstacle majeur de la présidence Biden.

La hausse généralisée des prix à la consommation, qui s'avère plus tenace que prévu, pénalise durement les ménages aux Etats-Unis.

Le président Joe Biden a promis d'inverser la tendance. Mais ses marges de manoeuvre sont limitées. La hausse des taux d'intérêt, qui ralentit la demande en augmentant les coûts d'emprunt, est l'outil le plus efficace pour tempérer la poussée inflationniste.

Aussi la Réserve fédérale (Fed) a-t-elle décidé de passer à la vitesse supérieure en avançant de quelques mois la fin de la réduction d'achats d'actifs (« tapering »), condition préalable à la hausse des taux, a-t-elle annoncé mercredi à l'issue de la réunion de deux jours de son comité monétaire, le FOMC.

Cette diminution du soutien monétaire s'achèvera en mars et non en juin, comme prévu initialement.

Et, l'institution s'est dite « prête à ajuster le rythme de rachat (d'actifs) si des changements dans les perspectives économiques le justifiaient », a-t-elle indiqué dans un communiqué. Une majorité des membres du FOMC anticipe désormais jusqu'à trois hausses des taux en 2022. »

Inflation record

« L'institution, qui avait porté secours à l'économie en un temps record au printemps 2020, prend désormais acte qu'il y a urgence à agir alors que l'inflation a atteint 6,8 % en novembre en glissement annuel. Du jamais

vu depuis juin 1982. C'est aussi très supérieur à sa cible de l'ordre de 2 % considérée comme saine pour l'économie.

La Fed souligne néanmoins qu'elle maintiendra ses taux bas tant que le marché de l'emploi ne progresse pas davantage.

Pour l'heure, elle projette un taux de chômage de 4,3 % cette année avant 3,5 % en 2022, soit le niveau de février 2020 juste avant la propagation de la pandémie aux Etats-Unis.

De plus, si la hausse du taux directeur est un outil efficace pour faire reculer l'inflation, son effet n'est pas immédiat. Généralement, l'impact est tangible 6 à 12 mois plus tard ».

Mais, l'inflation n'est pas monétaire !

Oui, là je sais, je vous ai perdu avec cette affirmation. Je sais c'est choquant. Dire que l'inflation n'est pas monétaire c'est un peu comme dire que le chocolat c'est sans le cacao ou le café sans café, enfin vous voyez le truc, mais le truc justement, c'est que la monnaie, là maintenant on s'en fiche.

Je vous explique tout cela très longuement dans la lettre STRATEGIES du mois de décembre spécialement consacrée aux mesures non-conventionnelles de lutte contre l'inflation qui seront prises dans quelques mois parce que je le redis, l'inflation actuelle n'est pas monétaire. Je ne vous dis pas que nous n'avons pas de problème avec la monnaie, je vous dis que ce n'est pas monétaire à la base.

A la base c'est une raréfaction des ressources. Vous pouvez imprimer autant de monnaie que vous voulez, ou réduire autant que vous voulez la quantité disponible de monnaie, si tout le monde veut du cuivre, et qu'il n'y a pas de cuivre, le problème n'est pas la quantité de monnaie disponible mais la quantité de cuivre, et l'inflation ne fera que mesurer le phénomène d'ajustement entre l'offre et la demande via le prix. Monter les taux ne sera utile qu'à la marge. Je peux vous faire le même raisonnement avec le riz ou le blé. Ce n'est plus la quantité de monnaie qui fait le prix des actifs mais leur rareté. Si nous sommes dans un cycle de rareté, alors l'inflation n'est pas monétaire. Elle est liée aux ressources, et de vous à moi, ce n'est pas une bonne nouvelle, car quand l'inflation est monétaire, il suffit « yaka » réduire la quantité de monnaie ou l'augmenter en fonction des besoins.

Mais, là non. Quoi que vous fassiez en termes monétaires, si y a pas de riz, alors vous pleurez sur les prix. Idem sur le blé, même s'il y a plein d'argent...

Ce qui nous amène à ce proverbe indien qui permet de bien résumer la situation de l'inflation.

« Lorsque l'homme aura coupé le dernier arbre, pollué la dernière goutte d'eau, tué le dernier animal et pêché le dernier poisson, alors il se rendra compte que l'argent n'est pas comestible. »

Lorsque je vous montre la rareté et les pénuries, les imbéciles, eux, regardent l'inflation monétaire.

L'inflation n'est pas monétaire et c'est une grande première.

Alors, les conséquences de ce raisonnement sont évidentes à prévoir en termes analytiques.

S l'inflation n'est pas monétaire, alors les outils pour la combattre ne seront... pas monétaires.

Ils seront non-conventionnels.

Et je vous explique tout dans le dossier STRATEGIES du mois de décembre intitulé [« Les mesures non-conventionnelles de lutte contre l'inflation. Comment les comprendre et en profiter »](#). C'est cela qu'il va falloir bien comprendre. [Pour vous abonner vous trouverez tous les renseignements ici](#), et vous aurez accès à l'ensemble des dossiers et des archives !!

Je vous explique que les hausses de taux seront purement « symboliques ».

Il y en aura bien évidemment, pour faire croire au fait que les autorités monétaires contrôlent encore la situation, mais la réalité c'est qu'avec plus de 100 % de dettes sur PIB partout et les risques d'un immense krach obligataire, les taux ne peuvent guère aller au-delà des 2 %, et c'est trop peu pour endiguer une inflation qui de toutes les façon n'est en réalité pas liée tant à la quantité de monnaie qu'à la raréfaction des ressources. C'est donc un nouveau paradigme qui s'ouvre sur l'inflation et les taux !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

.Hausse « surprise » des taux en Angleterre !! Trop d'inflation



Hausse-surprise des taux de la Banque d'Angleterre pour contrer l'inflation

« À moyen terme, « un resserrement de la politique monétaire va probablement être nécessaire », avertit la Banque d'Angleterre dans son communiqué, alors que l'inflation britannique a atteint 5,1 % sur un an en novembre.

La Banque d'Angleterre (BoE) a relevé jeudi son taux directeur à 0,25 % et laissé la porte ouverte à d'autres hausses pour contrer une inflation britannique au plus haut en dix ans, prenant par surprise les observateurs.

L'institut monétaire britannique est la première banque centrale du G7 à relever ses taux depuis le choc initial du coronavirus ».

Ces messieurs les Anglais ont donc tiré les premiers !

Haaa.... la perfide Albion monétaire !

Ne vous inquiétez pas.

Ils vont monter les taux.

Les marchés vont couiner.

L'inflation ne va pas ralentir tant que cela car elle n'est pas monétaire mais liée aux ressources naturelles et aux goulets d'étranglement comme je l'explique dans l'édition du jour.

Les dettes sont tellement importantes, que la limite physique à la hausse des taux est basse.

Il va donc falloir faire autre chose, mais en attendant « ils » pilotent la psychologie des marchés et des masses en évitant le krach.

Malgré tout cela, donner un prix à l'argent reste tout de même une bonne idée macro-économique !

Charles SANNAT

La BCE va réduire ses achats sans cesser de soutenir l'économie



Dans la série *les banques centrales resserrent la vis*, après la BoE celle d'Angleterre, et la Fed américaine, c'est la BCE qui elle aussi va « lutter » contre **<pour>** l'inflation.

« La Banque centrale européenne va réduire ses achats sans cesser de soutenir l'économie »...

C'est sans doute en Europe que ce sera le plus difficile parce que vu les finances publiques des pays du sud de l'Europe dont la France, si la BCE cesse vraiment son soutien, c'est la banqueroute assurée en quelques semaines et en moins de temps qu'il ne le faut pour dire ouf !

» *La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé jeudi une nouvelle réduction de son soutien à l'économie mais a promis de continuer à favoriser la reprise en 2022 tout en confirmant que l'inflation devrait retomber sous son objectif, ce qui justifie à ses yeux le maintien d'une politique très accommodante.*

L'économie de la zone euro ayant retrouvé son niveau d'avant la pandémie de COVID-19, la pression monte sur la BCE pour emboîter le pas aux banques centrales qui ont commencé à refermer très partiellement le robinet du crédit, à commencer par la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre.

Mais ses dirigeants craignent qu'un resserrement trop rapide ne fasse rechuter l'inflation loin de l'objectif qu'elle s'est fixé, d'autant que l'émergence du variant Omicron du coronavirus risque de freiner l'activité ».

Vous remarquerez aussi, qu'il n'y a aucune « guerre » entre les banques centrales du monde, mais bien une politique monétaire parfaitement concertée.

Charles SANNAT

Attention. Alerte signal faible pour cygne noir. Electricité en France, vers un problème ?



En gros et pour faire court, c'est en France que l'électricité est la plus chère en Europe, et cela est totalement inexplicable.

Nous allons de record en record.

Je dirais, comme ça, que vu les montants du MWh, pour janvier 2022, **il y a des petits malins qui spéculent sur un évènement type cygne noir début 2022.**

S'agit-il d'une vague de froid qui mettrait sous tension le réseau français spécifiquement ? S'agit-il de spéculations sur des maintenances programmées de réacteurs ? S'agit-il d'autre chose ?

Qui spéculé sur les prix de l'électricité en France ?

Et cela monte encore, comme si la France subissait une attaque sur les prix de son électricité. Nous sommes relativement peu sensibles au prix du gaz (j'ai dit relativement peu, pas pas du tout). Nous sommes très sensibles aux prix de l'électricité.

EUROPEAN ENERGY CRISIS — A day of records:

EU benchmark TTF nat gas settlement: €142.7 per MWh (that's ~\$270 per barrel of oil equivalent)

France 1-month forward power: €665 per MWh

France 1-year forward power: €297 per MWh (chart) pic.twitter.com/ivyTK7qdyt

— Javier Blas (@JavierBlas) [December 16, 2021](#)

Il semblerait que l'arrêt de la centrale de Chooz pose de sérieux problèmes et des craintes réelles sur un risque de fermetures en chaîne des réacteurs français.

Est-ce une explication suffisante ? Je n'en suis pas certain.

Un pays averti en valant deux, je serais la DGSI j'irais jeter un œil ou deux... je dis ça, je dis rien.

Charles SANNAT

👉 **RETOUR** 👈

« La Chine est la 1ère économie mondiale largement devant les Etats-Unis ! »

par Charles Sannat | 16 Déc 2021



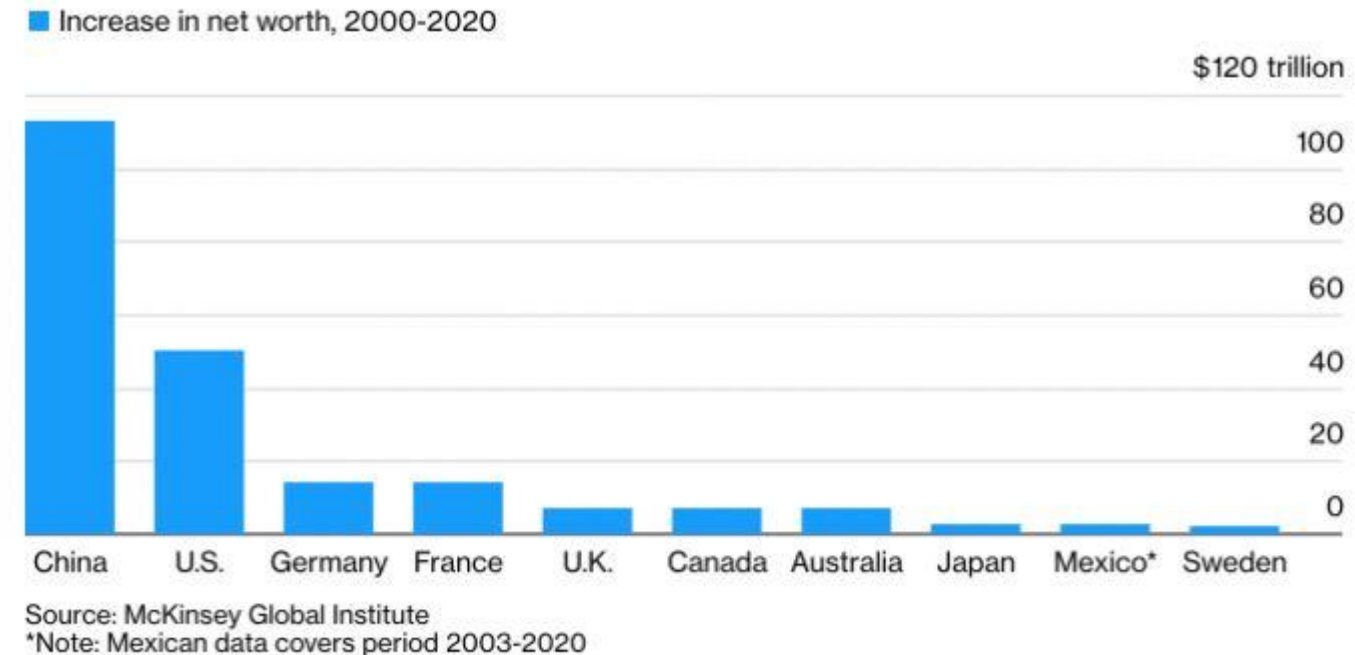
Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Ce n'est pas une petite information et en réalité c'était déjà le cas depuis assez longtemps, mais lorsque c'est **l'agence de presse Bloomberg** qui en parle, autant dire que cela devient une réalité officielle alors que jusqu'à présent tous ceux qui savaient compter en étaient arrivés à ce résultat.

« La Chine est désormais le pays le plus riche du monde, a déclaré Bloomberg. »

Selon le rapport, la richesse mondiale a triplé au cours des deux dernières décennies, citant McKinsey, la Chine ouvrant la voie et remplaçant les États-Unis pour la première étape mondiale.

Selon McKinsey (2), qui a examiné les bilans nationaux de dix pays représentant plus de 60 % du revenu mondial, la Chine a représenté près d'un tiers des bénéfices de la valeur nette mondiale au cours des deux dernières décennies ».



Source : Bloomberg, McKinsey

Et les chiffres donnent le tournis !

« Notamment, la valeur nette mondiale est passée à 514 000 milliards USD en 2020, contre 156 000 milliards USD en 2000, selon l'étude. La Chine a réalisé près d'un tiers de la hausse. Sa richesse a grimpé en flèche à 120 000 milliards de dollars contre seulement 7 000 milliards de dollars en 2020, un an avant son adhésion à l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, accélérant son ascension économique ».

C'est la conséquence chiffrée du plus grand transfert de richesses des pays développés vers les pays émergents qui sont tellement émergés, que nous sommes en train de couler. D'ailleurs ma fille en classe de 5ème apprend toujours les « *pays en voie de développement* », avec la Chine dans son manuel... J'ai beaucoup riz cantonnais.

Nous avons tout transféré en Chine.

Tout.

Il ne nous reste rien. Ce qui n'est pas en Chine est en Inde.

Il faut donc avoir le courage de dire que nous subissons un immense déclassement économique, industriel et donc politique.

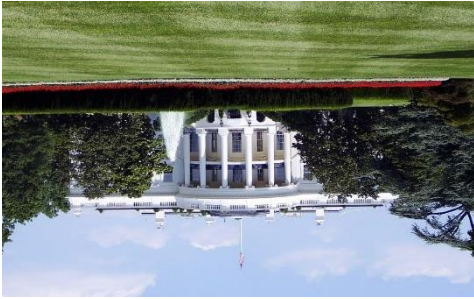
Il faut avoir le courage d'avoir une ambition de développement pour notre pays, car, c'est la France aujourd'hui et aussi dans une autre mesure les Etats-Unis qui sont devenus des pays en voie de re-développement !

La photo qui illustre cet article est bien une photo d'un bidonville... parisien !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

.Pour la Maison-Blanche, il n'y a pas d'inflation ! La hausse des prix, c'est la faute aux entreprises



Je suis effaré par l'effondrement de la pensée, en toutes choses, économiques, sociales, politiques, éducatives, partout, les gens cessent de penser.

Incroyable.

Un véritable effondrement intellectuel et le Covid n'y est pas pour rien, car la gestion épidémique a déclenché un arrêt cérébral massif chez beaucoup, entraînant un effet de seuil aussi rapide que brutal. Ce sera l'une

des causes que les historiens étudieront quand ils évoqueront notre grande implosion des années 20.

Aux Etats-Unis, pays qui devient de plus en plus socialiste à la française, l'inflation c'est la faute aux vilaines entreprises selon la Maison-Blanche !

Hahahahahahaha.

Bien évidemment, si les USA ne fabriquent plus rien et que les prix de tout ce qui est importé explose, c'est la faute aux entreprises, pas à la désindustrialisation !

Bien évidemment, ce n'est pas plus la faute à l'impression massive de dollars et aux errements monétaires. Non. La faute aux entreprises.

Bien évidemment, ce n'est pas la faute à la dette, aux dettes, et à l'endettement qui monte, qui monte et qui monte encore.

Non.

C'est la faute aux entreprises qu'on vous dit !

Nous vivons dans un monde de fous.

Charles SANNAT

.Face à l'envol des prix, la Maison-Blanche pointe du doigt la « cupidité » des corporations

L'inflation aux États-Unis est à presque 7%, un sommet jamais atteint en 40 ans, affectant les consommateurs... La Maison-Blanche a expliqué à son tour cette flambée des prix par la « cupidité » des corporations qui s'enrichissent sur la pandémie.

Problèmes d'approvisionnement liés au Covid-19, prix de l'énergie, crise du carburant... L'indice des prix à la consommation (CPI) a atteint à un niveau record en novembre aux États-Unis, enregistrant sa plus forte hausse depuis 1982. La hausse des prix à la consommation s'est élevée à 6,8% en novembre, comparée à novembre 2020. En excluant les secteurs volatils de l'énergie et de l'alimentaire, l'inflation reste aussi soutenue (+4,9%).

La porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, a imputé l'augmentation du coût des biens de consommation, y compris ceux de la viande, à la « cupidité » des grandes entreprises, les accusant de tirer profit de la pandémie dans un contexte d'inflation record.

Après avoir été interrogée le 14 décembre sur la corrélation entre la forte inflation aux États-Unis et l'action du monde des affaires, Mme Psaki a répondu que le Président Joe Biden et le secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack « ont tous deux parlé de ce que nous avons considéré comme la cupidité des conglomérats de la viande ».

« C'est une situation dans laquelle les gens vont à l'épicerie et essaient d'acheter une livre de viande, deux livres de viande, 10 livres de viande. Les prix sont plus élevés », a-t-elle déclaré, affirmant qu'« on pourrait appeler cela un gonflement des prix pendant la pandémie », a ajouté Psaki.

La porte-parole a ensuite mis en avant d'autres domaines ayant connu des augmentations des prix en raison de problèmes d'approvisionnement. « Nous voyons ces augmentations dans le monde entier, en ce qui concerne les prix du gaz, l'approvisionnement en pétrole et des choses du même genre », a fait noter la responsable.

Cependant, elle en a conclu qu'il y a certains domaines où nous avons vu des entreprises bénéficier, tirer profit de la pandémie, et le Président serait certainement d'accord avec cet élément ».

Hausse des prix

La viande n'est pas le seul produit dont le prix a grimpé en flèche aux États-Unis depuis que Joe Biden a remplacé l'ancien Président Donald Trump en janvier. L'essence a augmenté de 58,1%, tandis que les véhicules neufs et les voitures d'occasion ont augmenté respectivement de 11,1% et 31,4%. La nourriture a augmenté de 6,1%. Ce sont les prix du secteur de l'énergie qui ont le plus grimpé sur un an (+33,3%).

Ces données « ne reflètent pas les baisses de prix attendues dans les semaines et les mois à venir, comme sur le marché automobile », a réagi le Président Biden. « Le prix de l'essence à la pompe a déjà commencé à baisser à l'échelle nationale ».

En outre, pas de défaut de paiement pour la première puissance économique mondiale. Juste après le feu vert du Sénat, la Chambre des représentants vient d'approuver un projet de loi permettant de relever le plafond de la dette des États-Unis.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)



LE MORAL DES MILIEUX D'AFFAIRES ALLEMANDS EN BERNE POUR UN 6ÈME MOIS, ET ÇA NE VAS PAS S'AMÉLIORER

rédigé par Philippe Béchade | 17 décembre 2021

Les marchés qui avaient rouvert sans véritable tendance (se contentant de « tenir leurs positions » en cette séance des 4 sorcières) ont pris un petit coup sur la tête avec la publication de l'indice IFO de décembre.

Le baromètre de la confiance des milieux d'affaires allemands chute de 94,7 vers 96,6, et c'est le 6ème repli consécutif.

Pas mieux du côté « conditions actuelles » qui chutent de 99 vers 96,9 (la faute aux restrictions sanitaires)... et les « anticipations » affichent un repli de 94,2 vers 92,6 vers 94,2, du fait de goulots d'étranglement (pénuries) qui « risquent de ne pas se résoudre rapidement » selon le chef économiste de l'institut IFO.

[Devinette]

.Qu'est-ce qui vaut 20 fois le stock de la Banque de France ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 16 décembre 2021



Philippe Béchade est d'humeur joueuse. Saurez-vous deviner quel est l'actif le plus puissant en ce moment ?

Si on s'en tient uniquement à la réaction euphorique de Wall Street, Jerome Powell n'aura donc fait que confirmer les attentes des marchés.

Le pari d'une accélération du *tapering* à -30 Mds\$ dès décembre recueillait 100% des suffrages depuis des semaines. Et il se trouve que le scénario des trois hausses de taux en 2022 était également

plébiscité à 100%. Notons que la première pourrait être déclenchée peu avant l'entame du second semestre 2022 (mi-juin).

En comparaison, une hausse de taux dès début mai recueillait 90% et seulement 75% pour la mi-mars. Il semblerait qu'un premier tour de vis dans quatre mois n'effraie plus les marchés. En effet, Wall Street semble maintenant considérer que le plus tôt sera le mieux.

Ce serait oublier un peu vite que la FED a complètement laissé dériver les prix depuis près de neuf mois ! Et le franchissement de la limite des 2%, comme aucune banque centrale ne l'a jamais fait dans l'Histoire, uniquement pour complaire à Wall Street ?

Bref, au final, le S&P500 est passé de -0,3% à +1,7% mercredi soir. Mais ce n'est pas le plus spectaculaire ! Du côté du Nasdaq, nous avons pu observer une directissime de -1,2% vers +2,15%, environ 15 055/15 565 points.

Ce rebond permettra peut-être au S&P500 d'inscrire un 68^{ème} record d'ici la séance des 4 Sorcières... On peut même espérer un 69^{ème} record !

Cependant, l'inversion de polarité survenue dès 20h01 ce mercredi a surtout évité à l'or de s'enfoncer sous le support décisif des 1 761/1 762 \$ des 3 novembre et 2 décembre, et d'amorcer une nouvelle vague de baisse en direction de 1 725 \$, puis du plancher des 1 685 \$ de la dernière quinzaine du mois de mars.

L'[or](#) a donc dessiné une longue mèche basse jusque vers 1 754 \$ avant d'en terminer 25 \$ plus haut, à 1 780 \$.

Quel est l'actif le plus sûr au monde ?

L'analyse technique permet donc de diagnostiquer une mise en échec assez brutale de la pression vendeuse... mais il sera assez difficile de rajouter du « fondamental » derrière ce rebond *in extremis* du métal précieux.

En effet, la FED revoit à la baisse ses prévisions de croissance de +5,9% à +5,5% en 2021 (contre +7% en juin), mais les rehausse de +3,8% à +4% en 2022. Elle les réduit de +2,5% à +2,2% en 2023, mais les relève de +2 à +2,2% en 2024. Cela permettra à la banque centrale de retrouver son rythme de croisière antérieur à la crise sanitaire.

Concernant l'inflation, elle relève sa prévision de +4,2% à +5,3% en 2021 (c'est proche du niveau de croissance escompté) et de +2,2% à +2,6% en 2022... ce qui semble encore très optimiste, même en imaginant un plafonnement dès le mois de février 2022.

Autant on peut comprendre le sursaut de l'once d'or avec une inflation à 5,3%, autant on peine à trouver le motif d'un sursaut de 500 points du Nasdaq avec une croissance revue à la baisse cette année. Il faut alors faire preuve d'encore plus d'optimisme pour croire à 4% de croissance en 2022. En effet, si la consommation se dégrade brusquement comme au mois de novembre, où elle est ressortie à seulement +0,3% au lieu de +0,9% attendu, atteindre les fameux 4% sera extrêmement compliqué.

Mais comme vous le supposiez, un narratif « sur mesure » circule déjà dans les salles de marchés : regardez ce qui s'est passé ces 50 dernières années. Chaque fois que la Banque Centrale a relevé ses taux, les marchés s'en sont accommodés, au moins les six premiers mois, car cela apportait la preuve que les voyants de la croissance sont au vert.

Mais jamais les voyants de l'inflation n'ont été aussi rouges depuis 1974. Et jamais l'or n'est apparu aussi « en retard » sur la courbe des prix ! Tant que Wall Street s'obstine en mode « *risk on* », le métal précieux – actif typiquement « *risk off* » – reste délaissé. En effet, il y a tellement mieux à faire pour battre l'inflation : acheter [Apple](#) qui pourrait atteindre la barre des 3 000 Mds\$ de capitalisation dès l'ouverture ce jeudi, soit l'équivalent de 60 000 tonnes d'or, soit 20 fois la valeur du stock d'or de la Banque de France !

Quel sera le meilleur placement contre l'inflation d'ici 2025 ?

L'or qui a fait ses preuves sur 3 000 ans ou une entreprise de 30 ans qui se paye 10 fois son chiffre d'affaires (sur la base du troisième trimestre 2021, le meilleur de l'Histoire) ?



Les actions ont-elles une valeur fondamentale ?

rédigé par Bruno Bertez 16 décembre 2021

Déterminer la capitalisation d'une société va souvent de pair avec l'assurance qu'elle est intrinsèquement liée à la valeur de ce que cette entreprise possède et produit. C'est oublier la variable la plus importante pour déterminer la valeur des choses...



Tout au long de l'histoire, il existe des corrélations que vous pensez pouvoir considérer comme stables – voire constantes – entre le marché boursier, la production de richesses, la masse de plus-values ou de profits, la confiance des agents économiques, etc.

La raison conduit à considérer qu'il y a un rapport direct ou indirect entre la masse de capital d'un côté et la production des richesses de l'autre, par exemple.

Le capitalisme est en effet un système dans lequel la propriété du capital donne le droit de prélever une part sur la production de richesse, parallèle au droit des salariés à percevoir un salaire. Le capital est ici un rapport social, un droit à prélever.

Hélas, les choses ne s'arrêtent pas là. Le capital dans son acception courante est double. Il désigne à la fois les équipements, usines, machines, processus et savoirs accumulés – bref, le capital productif –, mais aussi la contrevaletur, c'est-à-dire le papier, qui représente ce droit.

Ce que l'on cote en bourse, ce qui a donc un prix, ce n'est pas le capital physique, c'est la contrevaletur monétaire des droits, c'est une valeur exprimée par un prix qui lui-même est exprimé en une monnaie.

On mélange tout

De cette complexité entretenue par la confusion du vocabulaire naît une confusion systémique. On mélange tout. Il n'y a pas d'un côté le capital physique, celui qui entre dans le processus de production et, de l'autre, les salariés qui participent à la production. Non, il y a le capital productif, les salariés et les détenteurs des contrevaleturs du capital, les détenteurs de ce que je désigne souvent par l'ombre du capital ou le capital fictif.

A notre époque, les détenteurs des contrevaleturs du capital s'enrichissent plus par la magie de l'alchimie boursière que par les profits auxquels leur donne droit leur part de capital physique. Ou, si vous voulez, on gagne plus dans l'imaginaire boursier et financier que l'on ne gagne dans la sphère réelle. L'imaginaire enfle plus vite que le réel.

Quand j'ai énuméré cela, vous croyez avoir tout compris et avoir fait le tour du sujet ? Eh bien non car, à côté, il reste la monnaie.

Tout passe par la monnaie, aussi bien la constitution du capital que les salaires, mais aussi la masse représentée par la valeur monétaire de toutes les contreparties du capital, de tous ses droits, de toute la capitalisation boursière.

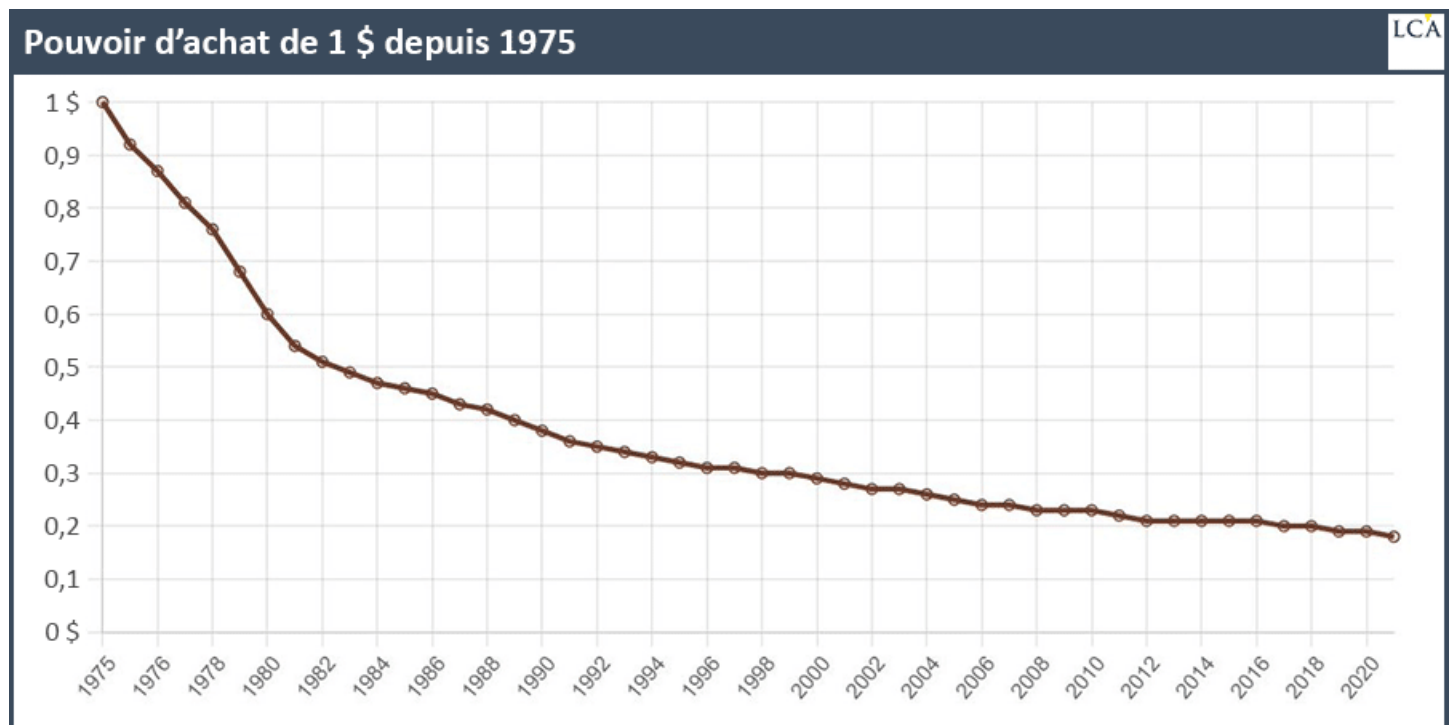
Le cours d'une action, c'est la constatation d'un échange entre, d'un côté, un droit à prélever sur la production de richesses et, de l'autre, un signe monétaire ! Eh oui, quand vous achetez un titre sans y penser, vous échangez de la monnaie, un dépôt bancaire ou une monnaie banque centrale ou du Trésor public contre une part de capital, contre un droit à prélever.

Il y a un rapport que vous ignorez entre ce que vous achetez et ce que vous donnez pour payer votre achat. Et cette monnaie n'est pas neutre puisqu'elle vient de la politique de la banque centrale, de celle des banques en général, des gouvernements, etc.

La valeur fondamentale oublie le rôle de la monnaie

Donc quand vous raisonnez en termes de valeur fondamentale ou intrinsèque du capital, vous prenez un raccourci considérable, complètement injustifié, faux même : vous passez à côté de tout, et en particulier vous escamotez le rôle central de la monnaie.

Est-ce que le prix monétaire payé pour une masse de profits dans le système est le même selon que la banque centrale a un bilan de 1 000 ou 6 000 milliards ? Bien sûr que non ! Le ratio primaire, celui du PIB au bilan de la banque centrale, est déterminant. Plus le bilan de la banque centrale est important par rapport au PIB, plus les prix doivent être faussés, et moins ils sont comparables à ceux qui seraient constatés avec un ratio plus petit.



Le système est vicieux, il escamote toujours l'essentiel pour rester « non su », « non connu » de ceux qui y participent.

Dans une économie monétaire, **la monnaie est un voile**, un fétiche, **un refuge de nos ignorances**, c'est le brouillard ou le nuage de fumée qui enveloppe les mystères d'Eleusis et qui permet à une caste de grands prêtres de détenir le pouvoir sur les croyants et même les non-croyants qui ne savent qu'ils croient., qui naïvement se croient païens.

Tout passe par la monnaie et tout est modifié, distordu selon que cette monnaie est abondante, surabondante ou rare. Selon aussi qui la détient, car toutes les monnaies ne se valent pas.

Elles sont toutes différentes, selon qu'elles sont stockées ou thésaurisées, bref selon leur rotation. Et il n'y a pas une vitesse de rotation de la monnaie : il y a autant de vitesses de rotation que d'usages, de stockages ou d'agents qui en disposent.

Deux sortes de monnaies

La nature objective de la monnaie est un mythe, pire, une escroquerie. A notre époque, la monnaie est une abstraction trompeuse car la monnaie financière, celle qui est piégée dans le monde imaginaire financier, n'est pas la monnaie économique qui sert dans les échanges contre des marchandises. La monnaie domestique dollar, malgré le nominalisme, n'est pas aussi la monnaie extérieure « dollar », eurodollar, asiadollar, etc.

Vous commencez à mesurer le gouffre d'ignorance de tout ce qui entoure le capital, les contrevaleurs du capital, les prix du capital, la capitalisation boursière, les expressions monétaires de la capitalisation des marchés, etc.

Et vous comprenez pour quoi **les ménages ne cessent de croire qu'ils s'enrichissent alors qu'ils ne font que s'appauvrir !**

Ce que je veux vous faire toucher du doigt, c'est quelque chose de très difficile à faire comprendre. Même ceux qui prétendent avoir une approche fondamentaliste des marchés boursiers pratiquent en réalité la pensée magique. Non pas parce que le fondamental n'existe pas, comme le font croire les clowns modernistes, mais parce que **le réel est d'une complexité extrême qui le rend radicalement inconnaissable.**

L'illusion du fondamental

L'approche fondamentale est rendue illusoire par plusieurs problèmes. Déjà, par le fait que l'investissement concerne le futur, inconnu et incertain. Ensuite, parce qu'il passe par la médiation de la monnaie, dont la valeur et la quantité et les mouvements sont tout aussi inconnus et incertains. Puis ces mouvements traversent l'épaisseur du crâne humain avec les esprits animaux chaotiques, ce qui n'arrange rien. Et, enfin, le rapport social entre les détenteurs du capital et les salariés est lui-même inconnu et incertain.

En somme, la pensée fondamentale est une pensée magique, comme la pensée financière.



.Crise économique et crise financière : laquelle a causé l'autre ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 17 décembre 2021 , La Chronique Agora

Si cette question n'a que deux réponses possibles, les solutions apportées en vain aux crises depuis plusieurs décennies montrent que l'une est totalement fausse.



Ci-dessous, un tweet fondamental dans le cadre analytique qui est le mien.

L'hypothèse selon laquelle la crise économique serait issue de la crise financière est redoutable, car elle implique que, si l'on pouvait seulement éviter ou contrôler les crises financières, alors tout irait bien.

Dans le système capitaliste, les choses et les événements apparaissent toujours sous une forme trompeuse, souvent inversée, voire même sous forme de leur contraire. C'est la dialectique.

Réguler la finance...

C'est l'hypothèse des réformistes de la [deuxième gauche](#) et de ceux qui veulent maintenir le capitalisme coûte que coûte en régulant la finance.

C'est l'hypothèse qui sous-tend le socialisme fabien, le socialisme des riches et de la société à deux vitesses, le socialisme des tricheurs du type Rocard, Strauss-Kahn, voire Macron sous certains aspects.

Cette hypothèse nous fait marcher sur la tête, elle place les conséquences – les crises financières – comme cause des crises économiques, alors que le rapport entre les deux est en réalité l'inverse ! Il s'agit idéologiquement de protéger le système de production capitaliste avec son ordre social et ses élites.

Les financiarisations sont la réponse temporaire, provisoire, aux contradictions du capitalisme, à l'antagonisme entre le Capital et le Salariat. Une réponse qui passe par l'usage de la dette qui trompe tout le monde en repoussant les contradictions dans le futur, le « *kick the can* » des anglo-saxons.

On remplace l'argent gagné par l'argent emprunté de la dette, puis par l'argent de la fausse monnaie. Nous en sommes là, à la fin du cycle : on joue les prolongations.

Cette hypothèse – qui convient aux banquiers, centraux ou non, ainsi qu'aux élites – laisse intacte **la question centrale** à savoir **pourquoi**, à partir du milieu des années 1960, **le système s'est financiarisé**. Réponse : il s'est financiarisé parce que la croissance a ralenti sous l'effet de la baisse du taux de profit et l'insuffisance d'épargne, lesquelles ont précipité la baisse des investissements productifs et donc la tendance à la compression des coûts salariaux et la montée du chômage.

... mais pas trop réguler non plus

Je démontre depuis des décennies que la financiarisation a été voulue, pensée et promue comme solution à la crise du profit qui a pris naissance à cette époque. Tout cela a débouché sur le recours accru aux dettes, puis au besoin de créer un appareil pour gérer ces dettes et les mobiliser, couvrir les risques, les disséminer, et donc déréguler, ce qui fut fait vers le début des années 1980.

On a financiarisé pour pallier les conséquences de l'excès de capital et l'insuffisance de vraie épargne que l'on n'arrive plus à mettre en valeur et à rentabiliser, pour compenser l'insuffisance des *cash flows*, les pertes de pouvoir d'achat des revenus des salariés qu'il a fallu surexploiter, et pour bonifier par le Ponzi monétaire la fortune des capitalistes.

Réguler la finance sans détruire la masse de capital ancien qui s'est sur-accumulée conduirait à une terrible déflation, pire que dans les années 1930. La finance permet de durer au prix d'une aggravation de tous les déséquilibres.

C'est pour cela que l'on fait semblant de réguler, mais sans jamais que les régulations mordent. Il faut faire semblant. Il faut maintenir le *shadow banking*, le levier, les *hedge funds*, les *family office*, la communauté spéculative; les dérivés, les faux bilans, le *put*, et, de temps en temps, éponger un peu...



.La vérité sur le marché boursier et ce que cela signifie pour vous

par David Stockman 17 décembre 2021





La conséquence fondamentale de 30 ans d'inflation des actifs financiers alimentée par la Fed est que les prix des actions et des obligations ont largement dépassé la cible. C'est pourquoi ce qui nous attend, c'est une longue période de pertes et de déception des investisseurs, lorsque les années fastes laisseront place aux années maigres.

Les investisseurs optimistes et les acheteurs agressifs d'options d'achat, qui ne peuvent imaginer une autre situation, seront durement touchés. Ils seront choqués d'apprendre - mais seulement après qu'il soit beaucoup trop tard - que le seul argent à gagner au cours des décennies à venir est sur le côté court du marché en achetant des options de vente sur n'importe laquelle des grandes moyennes : le FANGMAN, le S&P 500, le NASDAQ 100, le DOW et n'importe quel nombre d'ETF à large base.

La raison en est simple. L'économie de la rue principale, léthargique et criblée de dettes, a été surcapitalisée, et il faudra des années pour que les bénéfices des entreprises et les revenus générés rattrapent les valeurs d'actifs actuellement gonflées. En conséquence, même si les bénéfices d'exploitation peinent à croître, les multiples d'évaluation vont se contracter pendant des années, en raison de la hausse constante et de la normalisation des taux d'intérêt.

Nous pouvons évaluer ce grand retournement imminent à Wall Street en remontant à un cycle qui a commencé à la mi-1987. C'est à cette époque qu'Alan Greenspan a pris la tête de la Fed et a rapidement inauguré l'ère actuelle de répression financière et de dorlotage des marchés boursiers qu'il s'est plu à appeler la politique des "effets de richesse".

À l'époque, le ratio cours/bénéfice de l'indice S&P 500 était d'environ 12 fois les bénéfices - un niveau de valorisation qui reflétait une économie de base et des marchés financiers de Wall Street raisonnablement sains.

Au deuxième trimestre 1987, le PIB américain s'élevait à 4 800 milliards de dollars et le marché boursier total était évalué à 3 000 milliards de dollars, selon l'indice Wilshire 5000. À l'époque, les actions de Wall Street étaient capitalisées de manière stable à 62 % du PIB de Main Street.

Au cours des 34 années suivantes, un vaste fossé insoutenable s'est creusé entre l'économie de la rue principale et la capitalisation des actions cotées à Wall Street.

Au cours de cette période de trois décennies, la capitalisation boursière du Wilshire 5000 a augmenté de 1 440 % pour atteindre 46,3 trillions de dollars. C'est près de quatre fois le gain de 375 % du PIB nominal, qui est passé à 22,7 trillions de dollars.

En conséquence, le marché boursier, qui représentait à peine trois cinquièmes du PIB à l'arrivée de Greenspan à la Fed, atteint aujourd'hui un niveau hors normes de 204 % du PIB.

Si nous supposons pour le moment que le taux de capitalisation boursière de 1987 par rapport au revenu national (PIB) était à peu près correct, cela signifierait que le Wilshire 5000 devrait valoir 14 000 milliards de dollars aujourd'hui, et non 46 000 milliards. Ainsi, les 32 000 milliards de dollars de surévaluation boursière pèsent sur le système financier comme une épée de Damoclès.

En fait, nous pensons que le fossé entre le PIB et la capitalisation boursière s'est creusé et est devenu plus dangereux depuis que la Fed a accéléré l'impression monétaire après l'effondrement de Lehman. Ainsi, depuis le pic d'avant la crise d'octobre 2007, la capitalisation boursière du Wilshire 5000 a augmenté de près de 32 000 milliards de dollars, alors que le revenu national qui la soutient (PIB) n'a augmenté que de 8 000 milliards de

dollars.

La capitalisation du marché boursier devrait être en baisse, et non pas s'envoler dans la section des saignements de nez de l'histoire. Après tout, depuis la crise financière et la Grande Récession, la capacité de l'économie américaine à générer de la croissance et à augmenter les profits a été fortement diminuée. Le taux de croissance du PIB réel depuis le pic d'avant la crise au quatrième trimestre 2007, par exemple, n'est que de 1,5 % par an, soit moins de la moitié de son taux de croissance tendanciel historique.

En octobre 2007, la capitalisation boursière représentait 106 % du PIB et en 14 ans seulement, elle a grimpé à 204 %. Ainsi, alors que le taux de croissance de l'économie américaine a été réduit de moitié, la capitalisation boursière a doublé.

Étant donné que le marché boursier a pris beaucoup, beaucoup d'avance sur l'économie, l'implication à plus long terme est une longue période pendant laquelle les prix des actifs financiers vont stagner ou même chuter jusqu'à ce qu'ils retrouvent finalement la relation saine avec le revenu national.

Si l'on regarde les choses sous un autre angle, la capitalisation boursière actuelle de 46 000 milliards de dollars du Wilshire 5000 ne reviendrait pas à 62 % du PIB avant que le PIB américain n'atteigne 75 000 milliards de dollars. Avec une augmentation moyenne de 3,3 % par an du PIB nominal depuis le quatrième trimestre 2007, il faudrait 38 ans pour y parvenir !

C'est exact. Le marché boursier massivement surévalué capitalise actuellement une économie qui pourrait exister en 2060... si tout va bien.

👉 **RETOUR** 👉

L'inflation en liberté et une nouvelle entreprise

Bill Bonner | 15 déc. 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - *Ce matin, deux gros titres annoncent la catastrophe hivernale que nous avons imaginée il y a deux semaines.*

Tout d'abord, c'est Reuters :

La ville de New York va interdire le gaz naturel dans les nouveaux bâtiments.

Et voici Stansberry's Newswire :

L'indice des prix à la production ("IPP") pour le mois de novembre s'est établi à 9,6 %, dépassant les

prévisions d'une hausse de 9,2 % et la hausse de 8,8 % du mois précédent, révisée à la hausse. Il s'agit d'un record pour le PPI, que le Bureau américain des statistiques du travail suit depuis 2009.

Notre ami David Stockman a calculé que l'IPP pour les produits finis était en fait de 13,6 % :

Le rapport d'aujourd'hui nous place fermement dans la zone à deux chiffres, à 13,6 % en glissement annuel - une lecture qui bat toutes les impressions mensuelles depuis les 12,9 % d'octobre 1980.

Que pourrait-il se passer ?

Voyons voir... Restreindre l'offre... augmenter les prix... Que se passe-t-il lorsque vous appuyez sur les freins et l'accélérateur en même temps ? Nous le saurons bientôt !

En attendant, les investisseurs intelligents... comme nos chers lecteurs... ont compris que la Réserve fédérale est coincée dans un piège du type "Inflate or Die".

Ils savent qu'elle ne peut pas sérieusement freiner l'inflation - pas sans provoquer l'"atterrissage brutal" qu'elle essaie si désespérément d'éviter.

Mais nous reviendrons sur ce point dans un instant. D'abord, nous avons de grandes nouvelles pour nos chers lecteurs qui souffrent depuis longtemps...

Notre nouvelle entreprise

Nous écrivons tous les jours depuis plus de 22 ans. Nous avons pratiquement inventé le genre de la lettre d'information moderne lorsque nous avons commencé à écrire l'un des premiers blogs sur Internet dans les années 1990... avant même que le mot "blog" n'ait été inventé.

Et malgré les nombreuses supplications de nos chers lecteurs, d'économistes traditionnels, d'experts en la matière, de pinailliers et d'améliorateurs du monde, nous continuons d'écrire depuis lors.

Notre objectif, à l'époque comme aujourd'hui, n'est pas de changer le monde... mais seulement de le comprendre, de "*relier les points*" pour avoir une meilleure idée de ce qui se passe. Nous laissons aux autres le soin de déterminer ce qu'il convient de faire.

Nous avons parfois raison... parfois tort... toujours dans le doute.

Mais maintenant, il est temps d'essayer quelque chose de nouveau... une nouvelle aventure.

À partir de lundi, nous quitterons Legacy Research Group pour essayer une autre façon de rester en contact avec vous.

Avant de partir, toutefois, nous aimerions remercier les gens de Legacy Research Group de nous avoir accueillis ces dernières années, et plus particulièrement Emma Walsh et Maria Bonaventura, qui ont travaillé avec diligence pour détecter nos nombreuses erreurs, remettre en question notre raisonnement peu rigoureux et corriger nos chiffres. Si nous sommes restés plus ou moins en phase avec les faits, c'est grâce à elles.

Mais attendez... Pourquoi laisser un héritage ?

Notre objectif est de délivrer un message qui soit plus simple, moins distrayant et moins ambigu.

À ce stade de notre économie de bulle tardive et dégénérée, nous pensons que nos chers lecteurs n'ont pas vraiment

besoin de plus d'idées, plus d'informations ou plus de conseils. Ils ont plutôt besoin de moins de voix... et d'une concentration claire et implacable sur les principales menaces et opportunités auxquelles ils sont confrontés.

Oui, cher lecteur, que nous le voulions ou non, nous sommes tous des soldats, involontaires ou non, qui suivent notre général aux cheveux d'or jusqu'au Little Big Horn. Il va nous falloir toute notre habileté et notre concentration pour ne pas être scalpé.

Ici, au Journal, nous ne sommes pas assez vaniteux ou stupides pour penser que nous savons exactement ce qui fera éclater cette bulle.

Une hausse des taux d'intérêt ?... Un krach boursier ?... Une autre variante du COVID ?... Une nouvelle guerre ?

Mais au niveau de folie actuel, Mère Nature doit certainement être en train de le chercher.

Et nous sommes sûrs qu'elle trouvera quelque chose d'assez pointu pour faire l'affaire. Quand les choses se détraquent... elles doivent se rétablir d'une manière ou d'une autre. Nous pensons que le retour au fort va être long, difficile et désagréable.

Et cela signifiera probablement **des pertes énormes pour beaucoup de gens** ; nous ne voulons pas en faire partie.

Alors, si vous voulez rester avec nous... cliquez ici pour recevoir des informations sur notre nouveau service... et voyons ce que nous pouvons faire ensemble.

L'inflation en liberté

Retour aux points...

Les taux d'intérêt bas de la Fed au cours des 12 dernières années ont encouragé tout le monde à emprunter. Aujourd'hui, tout le monde - ménages, entreprises et surtout le gouvernement américain - est surchargé d'une dette épique.

Comment la Fed pourrait-elle augmenter les taux maintenant ? Tout le monde dépend de ses taux bas... pour l'éternité.

Et quel est le problème avec un peu d'inflation ? La dette fédérale diminue. Les actifs des riches... l'élite... augmentent. Ce sont seulement les électeurs ordinaires qui souffrent, et qui se soucie d'eux ?

Alors quel est le problème ?

Le problème avec l'inflation est qu'elle ne veut pas rester en laisse. Elle s'enfuit... déchire les sacs poubelles... et mord le voisin.

Nous avons rappelé à plusieurs reprises l'exemple de Paul Volcker qui s'est heurté à l'inflation de type pit-bull à la fin des années 1970. Les prix à la consommation augmentaient à un taux annuel de 13 % en 1979. (Notez que la lecture de l'IPP d'hier pour les produits finis, en glissement annuel, était de 13,6 %).

Mais pour juguler l'inflation, il ne pouvait pas se contenter de la chasser dans toute la ville... Il devait diriger.

Il a porté le taux directeur de la Fed à 20 %, soit bien plus que le taux d'inflation des prix à la consommation (IPC).

Même les riches n'ont pas pu y échapper. Les obligations ont été presque anéanties. Les actions sont tombées à

leur plus bas niveau depuis la Grande Dépression. (Une baisse équivalente aujourd'hui ferait passer le Dow Jones sous la barre des 2 000, soit une perte de 94 %).

Alors, que va-t-il se passer cette fois-ci ?



.Ce n'est pas une surprise que la Fed s'effondre

Bill Bonner | 16 déc. 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - *N'oubliez pas. Nous nettoyons nos bureaux, mettons nos affaires dans des boîtes en carton... et faisons des adieux à l'équipe de Legacy, les yeux embués. C'était amusant.*

Mais maintenant, il est temps d'essayer quelque chose de nouveau. Une nouvelle aventure. Une nouvelle façon de rester en contact avec nos chers lecteurs. Et une nouvelle expédition dans un monde financier nouveau et périlleux.

Nous espérons que vous vous joindrez à nous...

Et maintenant, revenons à nos programmes habituels.

Les oiseaux le font. Les abeilles le font. Même les puces éduquées le font.

Donnez-leur plus d'argent de la Réserve fédérale... et des taux d'intérêt inférieurs au taux d'inflation... et tout le monde le fait.

Emprunter de l'argent, c'est-à-dire.

Et qui le fait le mieux ? Le gouvernement américain, l'emprunteur numéro un dans le monde entier.

Il emprunte tellement - près de 6 000 milliards de dollars ajoutés à sa dette au cours des deux dernières années - qu'il ne pourrait jamais le faire honnêtement. Il doit s'entendre avec la Réserve fédérale pour fournir plus de liquidités et maintenir des taux d'intérêt bas.

"Le piège "gonfler ou mourir"

Mais aujourd'hui, la banque centrale est dans une situation difficile. Elle a encouragé les gens à s'endetter. Donc si elle augmente les taux... ils perdront leurs investissements, leurs entreprises, même leurs maisons.

L'investisseur milliardaire et gestionnaire de fonds spéculatifs **Ray Dalio** voit le piège "gonfler ou mourir" ; MarketWatch rapporte :

Ray Dalio prévient que la Fed a les mains liées et que l'inflation américaine reste élevée. La démocratie, peut-être pas.

Oui, le "chef" de Bridgewater comprend que la Fed ne peut pas endiguer l'emballement des prix... et que **l'inflation est finalement incompatible avec le capitalisme démocratique consensuel.**

Et le bruit court. Même CNN voit le piège "Inflate or Die" :

La bonne nouvelle est que la Réserve Fédérale sait comment combattre l'inflation : En appuyant sur les freins de l'économie. La mauvaise nouvelle, c'est que plus elle appuie fort sur les freins, plus le risque d'un accident qui met fin à la reprise économique, qui fait paniquer les marchés financiers - ou les deux - est grand.

"La Fed sait ce qu'elle doit faire, mais elle ne sait pas nécessairement comment le faire sans écraser l'économie", a déclaré à CNN Lisa Shalett, responsable des investissements chez Morgan Stanley Wealth Management.

Réduire l'économie ? Oui... et écraser l'élite aussi - qui se trouve justement à contrôler le Congrès, la presse, l'administration, les universités et la banque centrale.

Si la politique monétaire revenait à la normale, les prix des actions reviendraient aussi à la normale.

Comme nous vous l'avons dit mardi, la "normale" pour le marché boursier était d'environ 80 % du PIB. Le PIB américain étant actuellement d'environ 23 000 milliards de dollars, la valeur totale de toutes les actions - détenues pour la plupart par les 10 % les plus riches de la population - serait d'environ 18 500 milliards de dollars... soit environ 30 000 milliards de dollars de moins qu'aujourd'hui.

La quasi-totalité des pertes sortirait des poches de l'élite.

L'élite perdrait aussi le pouvoir. Le parti au pouvoir serait chassé par les urnes... Et ceux qui prendraient la relève seraient avertis : Ne coupez pas l'argent.

La Fed s'exécute

Alors, qu'a fait la Fed hier ? A-t-elle actionné l'interrupteur, augmenté les taux et cessé d'imprimer de l'argent frais ? Ou va-t-elle laisser la machine à fric fonctionner aussi longtemps que possible ? Voici ce que dit MarketWatch :

Les indices boursiers américains ont clôturé en forte hausse mercredi, et le S&P 500 a manqué un record de clôture, après que la Réserve fédérale a annoncé une réduction plus rapide de ses achats mensuels d'actifs face à une inflation toujours élevée. Les décideurs de la Fed pensent également que les taux d'intérêt officiels pourraient augmenter trois fois au cours de l'année à venir, au lieu de la seule hausse prévue précédemment.

C'est exact. Comme prévu, la Fed fait marche arrière. Au lieu d'éteindre le feu de l'inflation, elle va réduire le rythme auquel elle ajoute de l'amadou ! Et personne, sauf la presse financière, n'a été dupe.

Mais qui s'en soucie ? Pas les investisseurs. Ils font monter les prix des actions, sûrs que la Fed est toujours derrière eux.

Et pas les fédéraux non plus. Au taux d'inflation actuel, la valeur réelle de la dette fédérale diminue d'environ 1,4 trillion de dollars par an.

Et l'élite ? Ils sont au pouvoir... et s'enrichissent. Qu'est-ce qu'on ne peut pas aimer ?

Ce que font les banquiers centraux intelligents

Un de nos chers lecteurs a dit qu'il avait appris à l'école que **"personne ne sait ce qui cause l'inflation"**. Il a raison, bien sûr. **Dans le monde réel de l'économie et de la finance, personne ne sait rien.**

Et l'inflation est particulièrement rusée... sournoise... difficile à contrôler... et impossible à régler. La façon dont elle passe de la fumée à la flamme est mal comprise.

Mais il y a des choses que vous ne devriez pas faire, même si vous ne savez pas exactement comment cela fonctionne.

Nous ne savons pas quand un taureau va charger... alors nous restons hors de son chemin.

On ne sait pas si l'enfer existe vraiment. Mais nous n'allons pas voler un retraité, assassiner un démocrate ou violer une religieuse juste pour le savoir.

De même, un banquier central prudent ne multiplie pas par trois la base monétaire d'une nation depuis 2008 - simplement parce qu'il ne connaît pas le point de combustion de la monnaie papier.

Un banquier central prudent sait ce qu'il ne sait pas. Il ne sait pas exactement combien d'argent frais il peut imprimer avant que les taux d'inflation n'explorent... Mais il sait qu'il sera difficile de maîtriser le feu plus tard.

S'il est stupide, il se dit : *"Personne ne sait ce qui cause l'inflation, alors autant imprimer plus d'argent."*

Mais s'il est intelligent, il se dit : *"Bon sang, il n'y a pas de bon moyen de s'en sortir. Si je coupe l'argent, ils vont agir comme si j'avais des cornes et une queue, et se débarrasser de moi. Mais si je continue à imprimer, les choses sembleront aller bien pendant un moment. Je pourrais même être considéré comme un héros, comme cet imbécile de Bernanke."*

Donc il continue à le faire.

 **RETOUR** 